

le monde libertaire

hebdo

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 468

JEUDI 30 DÉCEMBRE 1982

6,00 F

1983

ALLEZ... ON OUBLIE TOUT
ET ON RECOMMENCE...



LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN - ZYEURE
ARDÈCHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MARENES - ROCHEFORT
CÔTE-D'OR : DIJON
DOUBS : BESANÇON
FINISTÈRE : BREST
GARD : GROUPE DU GARD
GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
HAUTE-GARONNE : TOULOUSE
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ÉTIENNE
LOT-ET-GARONNE : AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : PLUVIGNER
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : BEAUVAIS
ORNE : FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
RHÔNE : LYON
SARTHE : LE MANS
SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE
LA RÉUNION : LE PORT
BELGIQUE : ARLON

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e.
BANLIEUE SUD
- FRESNES-ANTONY
- ORSAY-BURES
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- VILLEJUIF, VITRY
- MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
- MONTREUIL, ROSNY
- BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLES-SARTROUVILLE
- VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
- DOMONT
- ARGENTEUIL, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY
- DEUIL-MONTMAGNY
- STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
- CERCLE INTER-BANQUES
- LIAISON ORTF
- LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Noyon, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hénin, Beaumont, Saint-Quentin, Soisson.
EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy
OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.
CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand
SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes, Lot.
RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble, CORSE : Ajaccio.
GUADELOUPE : Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe de Noyon : permanence le 1er jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.
Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.
Groupe du 11e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueau.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15e), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.
Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23).80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20e. Permanences les 1er et 3e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
Groupe Louise Michel : permanence chaque mardi, à 20 h, au local du groupe, 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris.
Groupe de Beauvais : permanence le 1er mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.
Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
Liaison Brunoy : permanence dans son local (foyer social) : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.
Groupe de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq et les deux premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue Fontenoy à Lille.
Groupe de Caen : permanences et table de presse le jeudi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.
Permanences des Relations intérieures, le samedi, de 14 h 30 à 18 h au 145, rue Amelot Paris-11e (m° République), tél. : 805.34.08.

Un moyen original de propagande en faveur de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste : le calendrier 1983 du Monde libertaire :



Un choix de douze premières pages du Monde libertaire et une couverture, éditées par le groupe Jacob de la FA sur papier glacé, format 30 x 40, en deux couleurs : noir et rouge. Prix : 20 F + frais de port : 5,80 F. Il est disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris-11e.

COMMUNIQUÉS

• Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se former à Quimper. Il invite les sympathisants de la région à le contacter par l'intermédiaire des RI, au 145, rue Amelot, Paris-11e.

• Le groupe du Morbihan appelle tous les sympathisants anarchistes de la région à prendre contact avec lui pour développer l'implantation libertaire sur cette partie de la Bretagne. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.

BONDY

Le groupe de Sevrans-Bondy organise, le vendredi 7 janvier, à 20 h 30, au Centre Alfa de Bondy (3, allée des Pensées), une réunion d'information sur Radio-Libertaire. Un animateur de la station sera présent et nous aborderons l'historique de la radio, son fonctionnement actuel et notre attitude face à un gouvernement qui ne cherche qu'à interdire la « voix sans maître ». Nous convions bien sûr à cette réunion tous les auditeurs bondynois de Radio-Libertaire.

La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste vient de rééditer La Crise économique, le chômage. Origines, conséquences, remèdes, de Sébastien Faure. Cette brochure est en vente à Publico au prix de 12 F l'unité.

Le groupe Montreuil-Rosny de la Fédération anarchiste vient de créer une collection de brochures : les Editions du Riflard. Le premier texte de cette collection s'intitule Centralisme et fédéralisme. Brochure en vente à Publico au prix de 15 F.

Rédaction-Administration 145, rue Amelot Paris 11e
Directeur de publication Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe du 3e arrondissement de Paris vient d'éditer une série de cartes postales. Elles sont en vente à Publico au prix de 10 F les sept.

Le groupe Eugène-Varlin de la FA vient d'éditer une brochure de Carlo Cafiero qui s'intitule Communisme et anarchisme. Elle est en vente à Publico au prix de 4 F.

PAS UN SOU, PAS UN HOMME, PAS 1H DE TRAVAIL POUR LA GUERRE!



Pour notre survie, et notre émancipation, luttons contre la militarisation

FÉDÉRATION ANARCHISTE 145, rue Amelot 75011 PARIS Tél 805 34 08

Affiche éditée par le groupe Sacco-Vanzetti de la FA. Prix : 5 F l'unité (en soutien au groupe éditeur), 0,85 F à partir de 10 exemplaires. Format : 90 x 64.

DROITE OU GAUCHE C'EST TOUJOURS L'EXPLOITATION!



EXPLOITATION OU GESTION DIRECTE, IL FAUT CHOISIR!

Affiche éditée par le groupe de Rouen de la FA. Prix : 5 F l'unité (en soutien au groupe éditeur), 0,85 F à partir de 10 exemplaires. Format : 90 x 64.

ARCHIVES

Le secrétariat Histoire de la Fédération anarchiste recherche tous documents ayant un rapport avec le mouvement anarchiste, qu'ils soient écrits (livres, bulletins, lettres) ou sonores (films, cassettes). Ces documents seront mis à la disposition des personnes désirant faire certains travaux. Ils sont à envoyer au secrétariat Histoire, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 805.34.08. Nous profitons de ce communiqué pour remercier à nouveau les personnes ayant déjà envoyé ou apporté des archives et celles à venir.

Sommaire

Table with 2 columns: Page number and content description. Includes items like 'Méfions-nous, l'armée est partout', 'La sociobiologie contre l'anarchisme', etc.

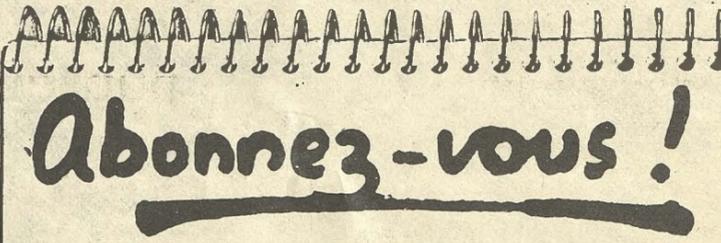


Table with 3 columns: Tarif, France, Sous pli fermé, Etranger. Rows for 13n°, 25n°, 50n°.

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

Form for subscription details including fields for Name, Address, City, Postal Code, and Payment Method.

en bref... en bref...

• Comme chaque année, l'ADIC (Association pour la diffusion de l'information et de la culture) édite un calendrier dont le bénéfice est reversé à des journaux antimilitaristes. Il a sept pages avec photos, dessins et commentaires.
Prix 20 F (+ 5 F de frais de port).
ADIC, BP 493,
63013 Clermont-Ferrand.

• Suite à une réduction de leur pouvoir d'achat (baisse de 400 F sur leur salaire), les « agents de base » du centre d'approvisionnement des PTT de la région Sud/Nord étaient en grève le 22 décembre 1982. Ils ont été rejoints par leurs collègues d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

• La Fédération des libres penseurs a décidé d'engager une action juridique pour empêcher l'ouverture d'un collège et d'un LEP catholiques à Saint-Quentin en Yvelines. Cette affaire est arrivée en audience publique au tribunal administratif de Versailles le 17 décembre 1982.

Les libres penseurs considèrent cette action juridique comme faisant partie de leur combat pour la défense de l'école laïque. Les conseils locaux de la FCPE des environs de Saint-Quentin se sont de longue date mobilisés pour l'ouverture d'un LEP public qui n'est toujours pas financée. De plus, les collèges publics sont en nombre insuffisants. Cette fédération a décidé de préparer les assises nationales pour la laïcité de l'école et de l'Etat à Clichy, le 30 janvier 1983.

• Les radios libres participent de plus en plus à une information sur l'esperanto, langue internationale, par des documents sonores ou des interviews :
Radio-Cambos, près de Toulouse ;
BFM à Boulogne-sur-Mer (ville qui a eu l'honneur et le privilège d'accueillir le premier congrès universel d'esperanto, en 1905) ;
Radio Mordelles et Rennes FM en Ile-et-Vilaines ; Radio Quevert et Radio Kaozette dans les Côtes du Nord ; Radio Adel dans le Calvados ;
Radio Ici et Maintenant, Radio Solidarność, Fréquence Montmartre à Paris, ainsi que Radio Graouilly à Metz, qui fait une émission chaque lundi de 14 à 15 h sur 101 MHz, et Radio Transistours (Tours) chaque lundi de 19 h 30 à 20 h sur 93,8 MHz.
Et bien sûr, Radio Esperanto (regroupée avec Radio Libertaire) qui a doublé ses programmes (chaque mercredi de 14 à 15 h et chaque vendredi de 19 à 20 h sur 89,5 MHz, région parisienne).

• Les petits comédiens et figurants — pourtant si indispensables dans les films — sont souvent sous-estimés, maltraités, sous-payés, souvent même escroqués et victimes de chantages tout en vivant dans la hantise de ne plus avoir de travail du jour au lendemain. Pour pallier à cette discrimination, l'Association des comédiens vous demande d'envoyer des lettres de soutien à l'adresse suivante : PFA, 7, rue des Fêtes, 75019 Paris.

• Richard Laurent est toujours incarcéré à Fresnes pour insoumission au service militaire. Vous pouvez réclamer sa libération en écrivant à : M. Renard-Payen, ministre de la Défense nationale, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

• Le groupe « Geronimo » veut lancer une campagne contre l'embarquement et la conscription. Pour tout contact, « Geronimo », BP 5, 91190 Gyf-sur-Yvette.

RÉPRESSION POLICIÈRE CONTRE LES MILITANTS DU GROUPE D'AUBENAS

Le mardi 7 décembre, des inspecteurs du SRPJ d'Avignon se sont présentés au domicile et au travail des militants du groupe anarchiste (FA) d'Aubenas avec une commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction de Privas. Perquisition, interrogatoire et garde-à-vue furent, ce jour-là, le lot commun des militants anarchistes de la région d'Aubenas. Le motif : injures aux armées de terre, air et mer, pour une affiche anarchiste (*L'armée bourreau du peuple en tous temps, en tous lieux. Pour notre survie et notre émancipation, luttons contre la militarisation*) collée sur un mur, en face du lycée de Tournon, le 26 mars 1982.

Le but réel et semi-avoué de cette opération policière coordonnée est le fichage des militants du groupe anarchiste d'Aubenas (voir *l'État* n° 7, feuille locale du groupe). Les deux mille noms qui, en mai 81, constituaient le fichier informatique « Violence politique » des Renseignements généraux est un outil considéré comme insuffisant et dépassé aux yeux des gestionnaires actuels de l'Etat. La crise économique, qui ne peut aller qu'en s'amplifiant, risque de radicaliser une partie de plus en plus importante du mouvement ouvrier, car l'heure n'est plus aux timides réformettes

proposées par les sociaux-démocrates ou aux solutions tricolores du parti national-communiste. Cette radicalisation inquiète le gouvernement actuel ; aussi copie-t-il le modèle de fichage instauré par ses amis en RFA et cela, ici comme là-bas, sous couvert de lutte antiterroriste, afin de réaliser la mise sur cartes d'une vaste population de suspects potentiels, à savoir les militants révolutionnaires qui luttent contre l'oppression patronale et étatique. Ce n'est évidemment pas un hasard si les anarchistes y figurent en bonne place.

Les socialistes, qui se faisaient passer hier pour les champions des libertés publiques se font, à l'heure actuelle, les champions du contraire : le quadrillage des populations, la militarisation vitesse grand V de la société civile, la réhabilitation des généraux putschistes, l'étouffement des radios libres, etc.

Les anarchistes, partie prenante du mouvement ouvrier, ne se laisseront pas intimider par la répression policière et par la campagne d'intoxication qui essaie d'amalgamer le terrorisme et le travail des militants révolutionnaires, militants qui luttent pour une réforme radicale de la société aux plans aussi bien social qu'économique.

A bas tous les armées !
Groupe anarchiste d'Aubenas

HYSTÉRIE POLICIÈRE A TOULOUSE

Le groupe Albert Camus de la FA proteste contre l'hystérie antiterroriste organisée à Toulouse. En effet, depuis l'assassinat de Claude-Henri Mathais, les filatures, interpellations et interrogatoires, parfois avec menaces de mort, se multiplient à l'encontre des militants antinucléaires et anarchistes. La tactique du pouvoir policier est claire : il s'agit de semer le trouble (avec l'aide de la presse) et de criminaliser les luttes et les militants. Face aux flics et au pouvoir, nous ne nous tairont pas.

Plus que jamais, nous nous battons contre le nucléaire.
Groupe Albert Camus

Compte rendu de la réunion publique d'Orsay

Le samedi 17 décembre, le groupe Orsay-Bures de la Fédération anarchiste a organisé la projection du montage audiovisuel sur les réalisations autogestionnaires de l'Espagne en 1936.

Malgré la neige et le froid, une quarantaine de personnes se sont déplacées pour assister à cette projection. Pour animer le débat qui s'ensuivit, des compagnons de la CNT espagnole nous ont fait le plaisir de venir nous épauler. Dans un premier temps, la discussion fut axée sur l'histoire et en particulier sur les collectivisations, les rapports entre la CNT et les autres organisations syndicales et politiques, la contre-révolution et les erreurs des anarchistes espagnols (ministres CNT...)

Puis le débat s'est orienté sur la situation actuelle, en démontrant qu'en France les socialistes et les communistes au pouvoir trahissaient une nouvelle fois les intérêts des travailleurs. Enfin, de nouveau, nous n'avons pu que déplorer l'inexistence d'un fort mouvement anarcho-syndicaliste organisé en tant que tel, face à la collaboration avec le pouvoir des syndicats réformistes.

Nous remercions toutes les personnes qui sont venues ce soir-là et nous souhaitons qu'elles n'hésiteront pas à nous contacter bientôt. Mais, d'ores et déjà, nous les invitons à retenir leur samedi 26 mars 1983 pour un nouveau montage-diapos, à la MJC d'Orsay. Cette fois le thème en sera : l'anarchisme.

Groupe Orsay-Bures

Editorial

C'EST bien connu, les saines pratiques se dispensent d'artifices pour perdurer, de battage pour que l'on y participe, de relance pour leur crédibilité. Tel n'est assurément pas le cas des institutions étatiques, en l'occurrence du principe électif avec, pour prochaine étape, les municipales. Vous avez compris — mars, et ça repart !

Pour peu, il faut bien le dire, nous nous sentirions gênés de donner notre avis sur la matière, à tel point les cafards des partis s'adonnent, dans notre dos, sans pudeur ni discrétion à l'obscène partage de cette tarte à la crème, la gestion des communes inféodées à la préfecture. Pouah ! les vilains cancrelats, sombres parasites, morpions de la vie sociale ! Il serait tentant — et d'ailleurs souhaité par ces fossoyeurs — de se draper dans un digne mépris, et de se borner, l'œil goguenard et la lèvres résolument dédaigneuse, à tenter d'écraser ces méchants de tout le poids de sa pure honnêteté. Ou de gober des mouches.

Sachons en rire, c'est sûr, mais que ce rire soit un vent rugissant qui balaie çà et là les manipulations, manigances et autres exactions de la classe politicienne. Rappelons les recettes pour ce faire. D'abord, ne pas rire seul. Pour qu'un rire critique soit entendu, il doit être... nombreux. Alors, et alors seulement, il peut être dévastateur. Groupons-nous donc. Le rire, ensuite, n'est pas forcément ce semblant de sanglot qui secoue l'individu. Un rire-tempête, tornade ou même ouragan, toute proportion gardée, ce peut être un énorme pourcentage d'abstentions. Un désaveu public dans le cadre même des règles de ce cirque humain, une gifle sans équivoque à la clique éligible.

Refuser de choisir entre les gérants professionnels et arrivistes de droite, de gauche et « apolitiques » (généralement de droite), c'est certes élémentaire. L'urne électorale est sans doute l'un des plus probants symboles de la servitude volontaire. Quelle crédibilité, cependant, quelle attention pourrait-on attendre de ses congénères, voisins, collègues, si ce refus n'était d'abord motivé par une avancée de propositions radicalement autres et autrement séduisantes, car qui ne sont pas démission du citoyen, mais engagement de ce dernier !

Voter, c'est abdiquer, soit. Mais refuser de voter suffit-il à participer à l'avènement d'une société nouvelle ? Ses contempteurs de la vie sociale et ceux qui démissionnent, votant faute de mieux à faire, se rejoignent dans une différente participation à cette mascarade : Choisissez votre géblier !

Nous sommes nombreux à ne pas nous satisfaire de ce système, le refusant en bloc pour ceux qui savent ce qu'ils veulent, ou y participant de mauvais gré et avec frustration, pour les autres. Organisés, nous avons — et aurons — des moyens de propager toujours plus et mieux nos projets, entre autres, de libre fédération des communes, sans l'autorité tutélaire d'un Etat ; les moyens, aussi, de nous faire connaître toujours plus largement, afin de renverser la vapeur. Hisse ! Ho !...



Justice socialiste :

- slogans antimilitaristes sur un monument aux morts :
- 18 mois de prison avec sursis
- + 3 ans de mise à l'épreuve
- + 85 000 F de dommages et intérêts

du tribunal l'interrompt plusieurs fois, arguant du caractère « hors sujet » de celle-ci, en précisant qu'un tribunal n'était pas une tribune libre.

Ces faits montrent bien, une fois de plus, l'intolérance démocratique de tout gouvernement et d'un de ses piliers — la justice — envers tous ceux qui contestent un des fondements de la société « capitalo-communiste » : l'autorité. Ces faits nous montrent bien, une nouvelle fois, qu'aucun gouvernement, même socialiste, ne peut tolérer un acte et une pensée remettant en cause ses fondements et font apparaître clairement le rôle de la justice, rouage essentiel de l'Etat devant contribuer au maintien du système d'exploitation en place.

Groupe de Dijon

UN camarade militant actuellement au groupe anarchiste de Dijon a été jugé le lundi 13 décembre 1982 au tribunal correctionnel de Nice pour avoir inscrit des slogans antimilitaristes sur un monument aux morts (d'utilité publique ! sic) la veille du 11 novembre 1981. Il agissait à titre individuel. Inculpé de dégradation de monument destiné à l'utilité publique et d'injures envers l'armée, la municipalité de Nice et douze associations d'anciens combattants se sont alors constitués partie civile.

Pour tenter de diminuer sa capacité politique, le procureur de la République n'a pas hésité à le qualifier, à plusieurs reprises, de personnage lâche et falot. Lors de sa déclaration justifiant les motivations politiques de son acte, le président

Hauts cris pour un bouton de fièvre !



Le père Guiberteau, au nom de la Commission permanente de l'enseignement catholique, a annoncé son refus de participer à des négociations s'ouvrant sur les seules propositions de Savary.

Le SGEN-CFDT est « satisfait », la FEP-CFDT, qui syndique les personnels de l'enseignement privé, y voit une « ouverture », les parents d'élèves de la FCPE Andrieux « une bonne base », le SNI-PEGC une « démarche correcte »... La « mort lente par asphyxie » pour l'épiscopat, le « garrot » pour Claude Labbé...

Les réactions, de la droite à la gauche, bien que nuancées et colorées, acceptent de toute évidence le principe même de la négociation entre le ministère de l'Education nationale et les tenants du privé catholique et patronal. Les aboiements et grognements du RPR et de l'UDF ne mordent pas profondément.

Les médecins de l'épiscopat laissent ce simple bouton de fièvre s'éteindre au rythme des fêtes et de la trêve religieuse. On s'est un peu énervé à la chambre, mais l'opposition n'a pas vendu la messe de minuit pour une motion de censure.

Quelques points de repère

Le candidat Mitterrand avait promis (triste chanson que l'on fredonne sans lampions ni guillotine) l'unification de l'enseignement au sein d'un vaste service public et laïc de l'éducation.

Juillet 80, le SNI-PEGC vote, à Toulouse, une motion laïque unanime réclamant l'abrogation des lois antilaïques, du statut Alsace-Moselle, la création d'un service public d'éducation laïque.

Les instituteurs socialistes et communistes se sont enthousiasmés trop vite. Le ton se modulait au cours du rassemblement au Bourget organisé par le CNAL à l'occasion du centenaire de l'école laïque, et où l'on entendait les orateurs soutenir ouvertement la politique gouvernementale en matière scolaire, lui donnant des échéances « non datées » pour satisfaire cette juste revendication. Le congrès de la FEN, en décembre 81, concluait ce diapason en se contentant d'un renversement de la vapeur quant au financement des deux systèmes éducatifs. Le gouvernement, satisfait de ses troupes, donnait le « la » : « La démarche que je préconise est la négociation fraternelle », déclarait

François Mitterrand le 24 novembre 81.

Tempête dans un verre d'eau

Chacun connaît son rôle, et ce ne sera certainement pas à quelques mois des élections municipales que l'on assistera à la grande scène du Deux entre les tenants de l'école libre et le ministère. Le lever de rideau nous montre les frères ennemis grinçant des dents, se faisant les cornes, mais demeurant à bonne distance. Avril installera les compères autour de la table des négociations.

Pour donner une preuve de la bonne volonté des socialistes, les quatorze communes du Finistère qui refusaient jusqu'à cette veille de Noël de participer au financement des écoles primaires privées de leur circonscription se sont engagées à inscrire à leur budget les crédits nécessaires à cette prise en charge.

Savary propose en fait à l'épiscopat une modification de la loi Guerneur votée le 25 novembre 1977, qui imposait à l'Etat une aide accrue aux établissements de l'enseignement privé sous contrat, l'attribution aux enseignants des mêmes avantages sociaux et de carrière que leurs collègues du public, le renforcement du pouvoir des chefs d'établissements en matière de recrutement, le versement des crédits à la formation des maîtres, etc. Les lois antilaïques Guerneur, Mari et Barrangé permettent à n'importe qui d'ouvrir une classe, une école, qui sera toujours reconnue par l'Etat tant que les conditions en matière d'effectifs seront assurées, ce qui a abouti au financement de l'enseignement privé avec 95% de fonds publics. Parallèlement, les Centres de formation d'apprentis (CFA) se sont développés ; les patrons ont pu verser la taxe professionnelle d'apprentissage à l'établissement de leur choix. Les CFA ne scolarisent pas un tiers des élèves du secteur professionnel ; les LEP sont sous-équipés et sont complètement étranglés. La guerre scolaire traditionnelle n'aura pas lieu faute de combattants. On y s'y attendait, on s'y préparait, mais l'indifférence générale montre à quel point la classe ouvrière abandonne l'avenir et le présent de ses enfants aux intérêts immédiats de notables préoccupés de leur situation et de la survie du régime, au prix de l'abandon de revendications fondamentales en matière d'éducation.

Le SNI-PEGC a rapidement enfoui au fin fond de ses tiroirs la motion laïque de Toulouse et s'est contenté d'une baisse en pourcentage du financement de l'école privée lors du budget voté à la rentrée par les députés de gauche. Savary, de son côté, prépare un lit douillet à l'enseignement confessionnel. La carte scolaire qui tend à lutter contre la sélection en imposant un secteur géographique aux élèves du primaire et du secondaire sera plus élastique. Ses propositions mettent en concurrence tous les établissements d'un même secteur. Dynamique qui inclut dans les prochaines modifications des collèges et lycées une autonomie des établissements et des projets pédagogiques élaborés en fonction de la population scolaire. La gestion tripartite (Etat, parents d'élèves, enseignants) qu'il propose aux établissements privés ne représente nullement une garantie de non-intervention de l'épiscopat dans l'école. Ce point reste à négocier ; il n'est pas dangereux de parier que l'ancienne hiérarchie de l'enseignement privé aura toujours la majorité à la tête des établissements. L'autonomie, les projets pédagogiques différenciés, l'élasticité de la carte scolaire que le ministère de l'Education nationale met en place sont un tremplin au maintien d'une politique de redéploiement et d'un enseignement de classe.

Savary n'offre aucune garantie de l'alignement pur et simple des établissements privés sur le public. L'Eglise perd un peu de ses plumes dans cette bataille : les chefs d'établissements verront leur pouvoir partagé au sein du conseil d'administration, la carte scolaire leur imposera un secteur géographique qui existait déjà, ou du moins en grande partie, dans la scolarité des élèves du secteur privé.

Du miel pour les nantis au vinaigre pour les travailleurs

L'entrée dans le système éducatif de l'école confessionnelle est une porte ouverte à la mainmise directe des curés et des patrons sur l'Education nationale. L'école publique est une école de classe au service de la bourgeoisie qui trie le bon grain de l'ivraie et maintient la masse des élèves dans la grisaille et l'abrutissement général. Entre le miel préparé pour les enfants des possédants et le vinaigre versé aux élèves qui n'ont pas le choix, nous avons préféré notre camp. Nous n'avons pas à négocier le bien-être d'une école qui n'est pas la nôtre. Dans les perspectives d'une école pour tous, nous devons nous opposer à la mainmise du patronat et de l'Eglise sur l'enseignement.

L'abrogation des lois antilaïques, du statut Alsace-Moselle, l'intégration du personnel et des locaux des établissements privés financés par des fonds publics, sans indemnité ni rachat, sont les premiers pas contre l'école de classe.

Thyde ROSEL

LA CGT EN CETTE FIN D'ANNÉE !

DEPUIS le sacro-saint 10 mai 1981, la Confédération générale du travail hésite entre deux positions divergentes : soit rester tout simplement une organisation qui défend les intérêts des travailleurs, soit être une structure d'appui et de soutien à tout ce que fait le gouvernement. La poire étant tant bien que mal coupée en deux quand les textes officiels de la CGT disent « tout faire pour le véritable changement » ou « rien ne sera fait sans l'intervention des travailleurs ».

Le slogan d'unité nationale « Retrouvons nos manches » n'est pas vraiment formulé, c'est plutôt vers les comités d'entreprise (structure non strictement syndicale s'il en est...) que les dirigeants éclairés se dirigent pour faire leur agit-prop nationaliste. En effet, en feuilletant la « Revue des comités d'entreprise », on voit clairement que la ligne confédérale c'est intervenir dans les CE pour consolider le changement. « Les nouvelles responsabilités économiques pour la construction du changement », « Des CE de type nouveau pour intervenir dans le redressement économique et social » sont des titres d'articles qui donnent le ton. En fait, la direction de la CGT ne veut plus se borner à travers ses militants dans les CE à sauvegarder les intérêts des travailleurs, elle veut aussi intervenir dans la gestion des entreprises pour éviter le gâchis. Entreprise périlleuse, car où s'arrêtent les limites de l'autonomie de classe quand des représentants syndicaux se mêlent de gestion ? Peut-on dénoncer les « vilains socialistes » qui gèrent la crise, tout en tentant de faire la même chose au niveau de l'entreprise ? Des questions qui posent le problème de fond : quel socialisme veut la CGT ? Pour nous, anarcho-syndicalistes, c'est clair : une société plus juste, libertaire, sera basée sur des principes égalitaires, sans exploitation de l'homme par l'homme ; tant que cette dernière existe, il est plus qu'ambigu de parler de « patrimoine national »...

On peut donc dire que la CGT mène actuellement un « double combat », d'un côté la défense des intérêts immédiats des travailleurs, et de l'autre la campagne contre les importations abusives, pour le « Produisons français ». Dans ce cadre, les nationalisations apparaissent aux dirigeants confédéraux de Montreuil comme un « vieux rêve ouvrier ». Nous, on penserait plutôt comme les auteurs d'un bouquin paru en 73 et qui avait pour titre : « Les nationalisations : quand la droite se sert de la gauche »... (1).

Il y a un exemple concret des contradictions de la CGT et c'est Citroën à Aulnay. La CGT (et c'est tout à son honneur) est devenue, face à la fascisante CSL, le syndicat majoritaire. Et cela par son militantisme et sa combativité sur le terrain. Maintenant, la direction de Citroën accuse les délégués CGT de saboter la production. Délire patronal ou réalité quotidienne ? Il peut sembler plus simple de penser que les cadences sont moins infernales qu'avant ! Mais des « gens bien informés » nous disent que le but de la CGT est d'obtenir la nationalisation de Citroën... Ça va être dur, si cela se fait, de passer d'une offensive anti-maîtrise tous azimuts à une production pour le maintien de la compétitivité française sur le marché de l'automobile...

Dans le dernier numéro du *Peuple* (n° 1145-1146, du 1^{er} au 31 décembre), une surprise vous attend : un « hommage à Victor Griffuelhes, dirigeant de la CGT de 1901 à 1909 ». Y est reproduit le texte que Henri Krasucki a prononcé lors d'une cérémonie pour le 60^e anniversaire de sa mort (2 décembre 1922). Le secrétaire de la CGT passe sous silence les accusations de fraudes financières portées injustement contre Griffuelhes, pour faire un historique de sa vie et de son rôle dans le syndicalisme français. Il le décrit comme un « représentant de l'anarcho-syndicalisme », ce qui n'est pas tout à fait exact.

Nous nous bornerons ici à citer un extrait de l'intervention de Krasucki : « Ces militants [les anarcho-syndicalistes] avaient un réel sens de classe et une volonté sincère de transformation fondamentale de la société. Ils menèrent une lutte vigoureuse contre les conceptions réformistes et de collaboration de classes. Dans une large mesure, leurs positions en matière politique étaient une réaction contre les compromissions politiques du parti ouvrier socialiste de ce temps-là et de nombre de ses dirigeants dont quelques-uns des plus connus sont entrés dans des gouvernements bourgeois et devenus les hommes de la répression anti-syndicale. »

Pour nous, anarcho-syndicalistes d'aujourd'hui, les choses n'ont pas changé, que ce soit ce parti ou un autre !

Jean-Pierre GERMAIN

(1) de Jacques-Philippe Brachet, aux éditions du Cerf, 1973.



Transports urbains :
réflexions à propos
d'une grève qui finit
en roue libre

Le 15 décembre a été, pour les Toulousains, le début d'une aventure : les chauffeurs de bus se mettent en grève derrière leurs représentants syndicaux. Cette grève, au départ, pouvait paraître ultra classique : des travailleurs cessent de travailler pour obtenir des salaires décents et de meilleures conditions de travail.

Mais voilà, cette grève ne pouvait rester classique pour deux raisons. D'une part, leur véritable patron n'est pas leur employeur — le directeur de la SEMVAT — mais les politicards de tous poils (maires et conseillers généraux réunis) de Toulouse et des communes environnantes, car la SEMVAT est un syndicat mixte de transport sous la tutelle des maires de l'agglomération toulousaine. Elections municipales obligent, ces « charognards du pouvoir » avaient tout intérêt à se tenir les coudes et à rendre la grève impopulaire. Ils refusèrent donc toutes négociations et, à l'aide de la presse et des médias locaux, ils rendirent la grève gênante dans l'esprit de l'usager moyen.

D'autre part, cette grève se déroule durant le « rush » annuel des consommateurs (transformés momentanément en Père Noël) sur les bonbons et cadeaux gracieusement vendus par d'autres charognards, ceux qui tiennent boutique en ville. Leurs ventes s'écroulent, les pauvres sont encore les victimes des remous sociaux ! Alors, ces vénérables commerçants réussissent, grâce à la chambre de Commerce et aidés par les politicards réunis, à mettre sur roue un service de cars gratuits appelé « Toulouse Solidarité ».

Et voilà nos « traminots », qui ont pourtant reconduit la grève à l'unanimité, n'ont plus que leurs yeux pour pleurer, leurs syndicats n'acceptant pas d'utiliser des moyens illégaux pour faire aboutir leurs revendications.

Pour nous qui avons déjà mené une campagne pour la gratuité des transports publics, la seule solution pour ces travailleurs que sont les chauffeurs de bus, serait justement de passer le pas de la légalité ; faire rouler leurs véhicules gratuits et ce, de gré ou de force, et mettre à la place des composteurs une petite caisse de solidarité. Alors leur grève serait populaire et efficace. Travailleurs et usagers seraient solidaires et ne seraient plus pris pour les dindons de cette farce que savent si bien nous cuisiner les pouvoirs du fric et de la politique.

Jean (Groupe A. Camus)

Année 1982 : la crise, le consensus national, la collaboration de classes...

C'EST sans joie ni triomphalisme qu'il convient de tirer le bilan de l'année écoulée, après dix-huit mois de pouvoir socialiste et de son appendice communiste. Ceux qui gouvernent aujourd'hui — que nous appelions, avant mai 81, la « droite de rechange », et les faits ne nous donnent pas tort — ont la prétention de durer, et l'enjeu des municipales sera d'importance.

La bataille économique dirigée par Delors et Rocard, souvent commentée dans notre hebdomadaire, a été marquée par l'intervention plus grande de l'Etat par rapport aux gouvernements précédents. Malgré des aides et des subventions au patronat (excusez-moi, aux entreprises), qui approchent la centaine de milliards de francs, le chômage ne régresse pas et le pouvoir d'achat diminue pour presque tous les producteurs qui vont, une fois de plus, renflouer les ASSEDIC et la Sécurité sociale. L'inflation a été quelque peu réduite, mesure à effet strictement intérieur, le franc ayant été dévalué deux fois en neuf mois.

Du côté des luttes sociales, c'est encore l'état de grâce, tant les batailles syndicales ou celles entreprises par les mouvements spécifiques sont d'une rareté et d'une faiblesse qu'on n'avait pas connues depuis l'avant-mai 68.

On a la nette impression que les travailleurs acceptent la crise avec fatalisme et cherchent seulement à maintenir frileusement leur niveau de vie et de consommation, dont l'éventail hiérarchique n'a pas réduit d'un pouce, malgré les promesses.

Le PC et la CGT voient leur audience continuer à chuter, et j'y vois, pour ma part, au-delà d'un refus plus fort des positions et pratiques stalinienne, une baisse de dynamique du mouvement ouvrier et une désyndicalisation en général.

Les élections prud'homales ont vu, dans le collège des salariés, une nette progression de la CGC et de la CFDT, ce qui veut dire que le réformisme de la pire espèce, ouvertement hiérarchique et collaborationniste, niant la lutte des classes, gagne des voix dans nos bureaux et dans nos ateliers. Cela, il faut y réfléchir et ne pas se voiler la face.

Quant au SNPMI, représentant du patronat fascisant et activiste, qui a triplé son score aux prud'homales, il se permet de parader et de passer à l'action violente, sans se soucier des lois sociales. N'oublions pas le Western des camemberts d'Isigny ; *Le Canard enchaîné* (du 15 décembre 82, en page 4) publie une liste d'exemples où les commandos du SNPMI empêchent les inspecteurs du travail de pénétrer dans leurs entreprises. Rien que cela... Ce n'est pas nouveau, mais cela prend de l'ampleur, et l'apathie

des pouvoirs publics à leur égard est de mauvais augure.

Les grandes manifestations agricoles du printemps ont servi essentiellement de faire-valoir politique à la droite libérale, car il faut reconnaître qu'Edith Cresson a presque plus obtenu pour les agriculteurs français lors des négociations européennes en un an et demi que les ministres précédents en vingt ans.

Le PS, embringué dans la

à cette pression réactionnaire des cléricaux.

Les inculpés du Coral sont toujours au trou, sans preuves formelles. Cette affaire, qui fit la une des quotidiens, a bien servi à mettre en second plan les scandales de détournements de fonds de la mairie de Paris ou des fausses factures de Marseille. Cet événement est également révélateur du puritanisme électoraliste de la gauche et de l'extrême gauche qui refusent

les officiers fascistes rentrent dans le rang avec les honneurs, après des années au service du crime et de la barbarie, tandis que, au même moment, les objecteurs de conscience sont toujours poursuivis et condamnés.

La convention armée-école prévoit que les enseignants vont parfois laisser leur place aux militaires qui devraient ainsi rendre « leur armée aux Français »... et, en plus, le ministre des Armées, avec son collègue de l'Education nationale, va devoir expurger les manuels d'histoire (on sait par quels académiciens pontifiants ils sont écrits) de leurs passages antimilitaristes. Va-t-on apprendre que les mutins de 17 étaient à la solde des espions allemands et que Louis Lecoq était un infiltré du KGB, dont le rôle était de diminuer la France éternelle ? La falsification historique officialisée, cela porte un double nom : le lavage de cerveau et le fascisme idéologique.

En ce qui concerne la défense intérieure, le secrétaire d'Etat Lemoine prévoit un quadrillage à l'échelle du canton : « entité militaire et civile : la brigade de gendarmerie, les unités de sapeurs-pompier bénévoles, des sociétés de chasse qui ont une connaissance approfondie du terrain... » (*Le Monde* du 22 octobre 1982, page 12). Pourquoi pas aussi les patrons de bistrot relayant les RG et le SDECE ? Les organisations syndicales n'ont-elles rien à faire en cas de guerre ? Pas d'après les stratèges militaires du PS. Donnez du pouvoir à ces gens-là, et c'est la France profonde qui tire à vue sur tous les déviants. Les « beaufs à Cabu » devraient prendre en masse leur carte du PS.

En cette période de relations internationales tendues et où les menaces de conflits restent en toile de fond, la gauche parlementaire est en train de mettre en place un consensus national qui s'appuie sur la France de la trouille et de la réaction. Effort national et militarisme sont les deux choix importants du moment, et la social-démocratie qui nous dirige cherche à maintenir au pouvoir, coûte que coûte, et pour cela elle passe des compromis de classe que la droite n'aurait jamais tentés.

Le bilan de l'année 1982 est plus que morose ; il devient même franchement inquiétant. L'apathie du syndicalisme des travailleurs de notre pays laisse les coudées franches au gouvernement. Notre faible marche de manœuvre ne nous permet, pour l'instant, que de rester sur la défensive. A nous de résister au mieux dans l'immédiat et de sensibiliser le plus d'exploités à notre combat sur nos intérêts de classe et nos luttes de désaliénation.



dynamique du pouvoir, est rongé par les luttes de clans entre les « réalistes » et les « utopistes », formule essayant de masquer les grenouillages d'influence et autres magouilles politiques dignes d'un parti radical d'avant-guerre. Sa base militante est le plus souvent dans l'expectative, le désarroi ou la fureur.

L'état-major des écolos a fondé son parti politique, « les Verts », qui se veut « réaliste et offensif », et Lalonde, ce ver-dâtre de l'extrême centre, va même raconter à la presse : « Il existe aussi des travailleurs qui sont des exploités et des patrons qui sont des exploités ». Où veulent-ils en venir, on aimerait comprendre.

Une autre bataille d'importance a été entreprise autour de l'école des curés. Nous sommes obligés de constater que ce sujet est mobilisateur en France et que le RPR et l'UDF en profitent pour y améliorer leur influence sociale. Le syndicalisme enseignant et les laïcs sont incapables d'organiser une riposte d'ampleur face

tout soutien à ceux qui essaient d'aider sur le terrain les laissés pour compte à exprimer leurs désirs.

Le fichier « antiterroriste », que Giscard n'avait pas réussi à mettre en place, est passé comme une lettre à la poste, et ce sont soixante mille à cent mille personnes, choisies de façon évasive, qui seraient déjà en état de semi-arrestation, au cas où les Ordonnances de 59 (Mitterrand en promettait la suppression) seraient appliquées et permettraient au gouvernement de militariser la société, comme Jaruzelski l'a fait en Pologne, et ce, en toute légalité.

Les militaires sont, sans aucun doute, les petits chéris du gouvernement. On peut concevoir que celui-ci n'ait pas envie de finir comme Allende, mais Henu en a tellement rajouté en finances et en considérations que Bigeard et consorts jubilent.

Il y a eu l'amnistie des généraux de l'OAS, imposée par Mauroy à l'aide d'un décret, contre la base du PS. Ainsi,

PERMANENCES DE
RADIO-LIBERTAIRE

89,5 MHz

(émettant sur Paris et proche région)

Les jeudis et vendredis

de 14 h à 18 h

(au 145, rue Amelot, Paris-11^e)

Contre l'accord Savary/Hernu : LA LUTTE S'ORGANISE

Le 7 octobre 1982, le ministère de l'Éducation nationale publiait au Bulletin officiel les textes relatifs au protocole d'accord Hernu/Savary impliquant la symbiose armée/école.

Aujourd'hui, la mobilisation a commencé contre ce redoutable projet. Rappelons que le texte prévoit, entre autres, d'arriver à l'armée préparé par l'école, le lycée, l'université, qu'il prévoit des relations étroites entre l'institution militaire et l'école et que, dès cette année, doivent se mettre en place des colloques dans les écoles normales auprès des futurs instits pour que ceux-ci soient ensuite en mesure d'expliquer les nécessités et les valeurs de la défense nationale auprès des chères têtes blondes.

La réaction de la direction nationale du SNI (Syndicat national des instituteurs) ne s'est pas fait attendre. Le 23 octobre, ces sinistres représentants du syndicalisme enseignant estimaient que « la circulaire commune Hernu/Savary tendait à développer le sens civique des jeunes », qu'« il y avait nécessité de réhabiliter la notion de défense nationale », qu'« il s'agissait d'éducation civique ». Et de rappeler la position du syndicat en faveur d'une armée de conscription ! Seul Gérard d'Hersignerie, représentant de la tendance Ecole Emancipée (syndicaliste révolutionnaire) au sommet du SNI, s'élevait contre ledit protocole.

Devant cet étalage affligeant de dégénérescence syndicale de

la part des bureaucraties, la réaction à la base s'organise, animée en grande partie par des militants libertaires. Dans le Tarn notamment, le Comité d'objecteurs du Tarn (COT) a publié une brochure intitulée *Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement*, qui résume bien les positions officielles ainsi que les premières réactions. Quatre cents enseignants de ce département ont lancé une pétition de dénonciation du protocole, avec l'appui de la Fédération des œuvres laïques, des CEMEA, de fédérations locales FCPE (parents d'élèves)...

Les militants de l'Ecole Emancipée affirment poursuivre le combat antimilitariste cher aux créateurs de celle-ci et décident de refuser l'application des textes officiels. Des sections départementales du SGEN-CFDT s'engagent également dans le combat, tel le SGEN 02 ou le SGEN du Maine-et-Loire qui, réuni en conseil départemental le 16 novembre, à Angers, rappelle que l'école doit développer l'autonomie de l'enfant, alors que l'armée tend à développer l'irresponsabilité de l'appelé et qu'il ne saurait y avoir de relations entre deux institutions aux buts si opposés. La lutte, comme on le voit, s'organise petit à petit.

Il faut absolument intensifier ces initiatives à la base. Il faut que les camarades libertaires, à l'Ecole Emancipée ou au SGEN, fassent circuler l'information, organisent une riposte énergique.

Par-delà ce problème, il s'agit de défendre des valeurs syndicales essentielles qui sont, entre autres choses, la lutte contre l'armée, en prenant conscience que la gènte militaire a toujours été la fossoyeuse des mouvements populaires et que, comme l'Eglise, elle a toujours constitué un danger constant pour le cerveau des enfants et des adolescents. Il s'agit aussi de montrer à tous ces dégénérés du syndicalisme qui gouvernent aujourd'hui les centrales syndicales qu'il reste encore dans ce pays des syndicalistes authentiques qui refusent leur infâme collaboration de classes, leur réformisme puant, et qui sont prêts à le prouver sur le terrain. Pétitions, lettres au ministère ne suffiront bien sûr pas à faire reculer ces sociaux à la botte des militaires. C'est l'action directe que nous devons employer chaque fois que la peste galonnée tentera de poser sa sale patte sur la conscience des enfants.

Pas une réunion dans les lycées, pas une conférence dans les Ecoles normales ne doit pouvoir se tenir. Nous devons en faire une question de principe. Que chacun soit à son poste de combat, comme dirait l'autre. L'armée ne doit pas entrer dans les écoles. Soyons prêts à l'en empêcher.

Patrick (groupe d'Angers)



HERNU FACE AUX TPFA

Le 16 décembre 1981, au cours d'un entraînement de nuit comprenant une marche de trente kilomètres et la traversée d'une rivière à la nage, le soldat engagé Daniel Leborgne périssait noyé. Une plainte était alors déposée pour homicide involontaire et omission de porter secours contre trois officiers.

Le 10 décembre 1982, le Tribunal permanent des forces armées (TPFA) de Rennes était saisi de cette affaire. Cette instance militaire, à la fois juge et partie, un de ces tribunaux d'exception dénoncés par le programme électoral socialiste, doit disparaître le premier janvier. Avec la nouvelle juridiction civile, la partie civile (dans ce cas, la famille) pourra se faire entendre et avoir accès au dossier. Cette possibilité ne semble guère être appréciée par Charles Hernu. Ainsi a-t-il donné des instructions pour faire presser cette affaire, pour obtenir un jugement avant le premier janvier.

Hélas, répondant à des motifs humanitaires ou plus politiques (au moment où le budget de l'armée était très discuté — cet aspect n'est pas à négliger), le magistrat civil, commissaire du gouvernement chargé du dossier, a demandé un complément d'information, repoussant l'affaire devant la nouvelle juridiction.

Grâce à cet incident, Hernu a fait la preuve de son courage politique, de son respect de l'indépendance de la justice. A l'heure du protocole armée-éducation, le sinistre de la Défense nationale devrait se rendre sur les bancs d'école pour suivre les cours de morale : « Comment défendre la veuve et l'orphelin sans réhabiliter les tueurs de l'OAS ? »

Groupe Fresnes-Antony

MÉFIONS-NOUS, L'ARMÉE EST PARTOUT

« MÉFIONS-NOUS, l'armée est partout ! » C'est ce que proclamaient des affiches surchargeant avec bonheur les immenses panneaux publicitaires invitant les jeunes à une « exposition » de l'armée (en plein centre commercial), avec Alpha-Jet et toute la panoplie propre à éblouir les enfants (pas seulement, hélas !).

Slogan, pourra-t-on dire ! Slogan simpliste ne recouvrant aucune réalité sérieuse. Ce serait oublier l'article 16 de la Constitution, les Ordonnances de 59 qui permettent au président de la République de prendre les « mesures exigées par les circonstances » en cas de menaces graves (qu'il est seul à définir et à apprécier) ; ces mesures peuvent aller, après suspension des assemblées, jusqu'à une mobilisation générale : populations réquisitionnées sur leurs lieux de travail, militarisées et donc passibles, en cas de manquement à la discipline ou refus d'obéissance, de la juridiction militaire. Ne pensez-vous pas à un pays, loin de nous, vers l'Est ?

Il ne faut pas oublier aussi la DOT (Défense opérationnelle du territoire). Créée au lendemain de 1968, dans le but d'éviter tout ébranlement du pouvoir de l'Etat, elle peut placer le pays, en cas de « troubles » sous administration militaire. Il ne faut pas oublier que la militarisation de la société, ce sont des crédits énormes accordés à ladite défense nationale (4% du PIB en 83 ?), des casernes bien garnies, des jeunes coupés de leur milieu de vie pendant un an, un million de personnes travaillant directement ou en sous-traitance pour les ventes d'armes (la France n'occupe-t-elle pas le premier rang mondial pour ce « commerce » par habitant ?)...

C'est du passé que tout cela, me direz-vous ! Avec les socialistes, c'est aussi le changement à l'armée. C'est vrai ! La solde des appelés a augmenté, les Tribunaux permanents des forces armées (TPFA) supprimés (en temps de paix !), la Sécurité militaire supprimée (ou plutôt remplacée par la direction PSD (protection, Sécurité, Défense), les postes pour le volontariat féminin augmentés, la liberté de la presse dans les casernes rendue effective (lisez donc le ML dans vos chambrées !) et, fin du fin, il y a création d'une mé-

daille des services militaires. Voilà le changement !

En fait, tout Etat a un besoin fondamental de cet outil d'oppression qu'est l'armée. Les socialo-communistes n'ont aucune envie de se passer de cet instrument ; ils veulent simplement « redorer » le blason militaire, rendre leur armée populaire (elle ne l'était donc pas !).

Comment rendre le militarisme « naturel à l'homme » ? Voilà les problèmes des socialistes et le grand danger pour le peuple.

Les solutions ? :

- le SIRPA (Service d'informations et de relations publiques des armées — ce que des mauvaises langues appellent propagande) et ses nombreuses « revues » (*Terre-Air-Mer, Armée nouvelle...*) inondant jusqu'aux écoles ;

- l'idée fixe et criminelle de M. Hernu, que caresse tout gouvernement de droite, sans avoir jamais (en France) osé l'appliquer : la « symbiose » entre l'armée et l'éducation.

Dans une interview au *Monde* (le 11 juillet 1981), Hernu annonçait déjà la couleur : « ... On ne reformera pas le service national si, en amont du service national, il n'y a pas d'éducation nationale, s'il n'y a pas une préparation civique et physique des enfants et des jeunes ». Depuis, cette réforme a pris corps (BO 35 du 7 octobre 1982) : « L'éducation est un acte global qui n'est pas réductible aux activités scolaires, l'esprit de défense est une attitude civique qui n'est pas limitée aux activités militaires. » « Les actions permettant aux élèves, dans le cadre des activités éducatives, d'obtenir une information directe, dans les unités, sur la vie des armées... seront développées. » Qu'un militariste ait cette façon de concevoir l'éducation n'est pas pour nous surprendre ; qu'un ministre de la prétendue éducation pense de même est plus surprenant, voire condamnable. Allons z'enfants, votre vie est toute tracée grâce à l'Etat socialiste : école-caserne-usine !... Il est bien loin le temps (1901) où le congrès socialiste international déclarait : « ... pour continuer, avec plus d'énergie que jamais, la lutte contre le militarisme ».

En 1982, l'armée rose fait volontiers sienne cette déclaration du général Etcheverry (*Armée d'aujourd'hui*, août 81) : « Si l'on sait que l'inculcation militaire est destinée par prédilection aux dominés, on comprendra que l'institution ne vise pas tant à former l'individu qu'à contribuer au travail de domestication des dominés. » On ne saurait être plus clair !

Libertaires, nous devons montrer, avec toute la force dont nous sommes capables, ce danger imminent de négation de la liberté individuelle, d'embrigadement des esprits. Danger d'autant plus imminent que cette orientation « socialiste » est relayée par toutes les organisations « noyautées » par les socialistes (et elles sont nombreuses !). J'en veux pour preuves la presse de la FEN (Fédération de l'Éducation nationale), le presse de la FCPE (Fédération Corneec de parents d'élèves) qui, dans son mensuel *Pour l'enfant vers l'homme* n'hésite pas à présenter l'armée comme l'avenir de l'enfant (« Il prépare son avenir... »).

L'armée pèse de plus en plus sur notre société : de plus en plus de gendarmes, débouillonnés d'apparence si possible (image de marque, propagande oblige !) ; des généraux qui n'hésitent pas à divulguer, dans un but évidemment politique de déstabilisation au service de la droite, des documents soi-disant confidentiels (cf. affaire des « fuites » du 6 décembre, dans *Le Matin*).

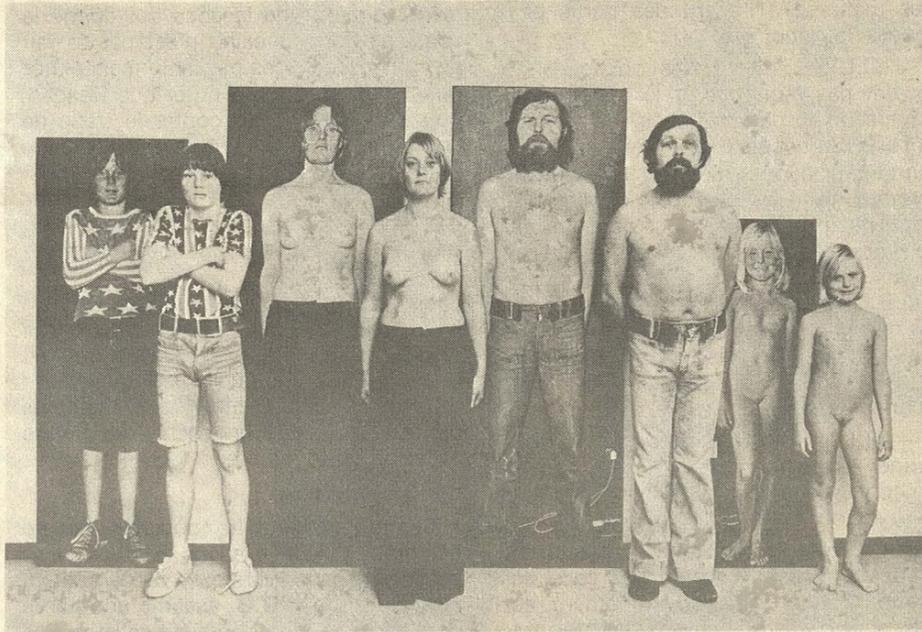
Les exemples du péril militaire sont nombreux. Ouvrons l'œil, l'armée est partout. Aussi, déclarer avec Eugène Pottier (cf. *L'Internationale*) : « Appliquons la grève aux armées/ Crosse en l'air et rompons les rangs !/... Ils sauront bientôt que nos balles/ Sont pour nos propres généraux ! » n'est pas suffisant. Nous, anarchistes, devons tout mettre en œuvre pour que tous les travailleurs prennent conscience du réel danger qui les menace : l'armée, sous couvert de défense, a toujours été le bourreau des peuples (ce ne sont pas les militaires du Surinam, qui viennent de prendre le pouvoir, qui me démentiront).

Jean-Louis (groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne)

DANS un premier temps, considérant que les comportements sociaux actuels (entre autres la hiérarchisation) sont les mieux adaptés puisque retenus par la sélection naturelle, les sociobiologistes exploitent l'ordre social établi, c'est-à-dire une organisation sociale hiérarchisée avec toutes les conséquences qui en découlent. Et ils pensent que « toutes les évolutions sociales ne seraient que la manifestation de la volonté de leadership de nouveaux dominants venus de classes sociales désavantagées » (1). On voit aisément où mène un tel discours : au statu quo social ! De plus, Wilson déclare tout simplement, dans une interview, que « la société parfaite, dépourvue de conflits et pratiquant l'altruisme complet et la coopération, ne serait possible que lorsque tous ses membres seraient génétiquement identiques ! » En résumé, une société égalitaire ne peut être composée de d'hommes génétiquement identiques : les hommes étant tous génétiquement différents, aucune société égalitaire ne peut être mise en place sur terre (2) ! Et pour les sociobiologistes, la discussion est terminée. Quel simplisme tout de même dans leur raisonnement, surtout avec une contre-vérité énorme. Des hommes génétiquement identiques auraient tous les mêmes comportements (en considérant comme vraie l'origine génétique des comportements — nous avons vu dans un précédent numéro du *Monde libertaire* ce qu'il fallait en penser), avec les mêmes goûts, les mêmes intérêts, les mêmes envies... ; on voit mal alors comment de tels individus pourraient constituer une société égalitaire. Bien au contraire, on se trouverait sûrement en face d'une multitude de rivalités, de compétitions et d'antagonismes. A l'inverse de la vision sociobiologique, il paraît plus proche de la réalité scientifique de penser qu'une société juste et égale ne puisse se construire qu'avec des individus aux comportements variés et aux patrimoines héréditaires différenciés. La reconnaissance en un important polymorphisme génétique de l'espèce humaine ne peut que confirmer la constitution possible d'une future société « parfaite ».

Dans un deuxième temps, considérant que les types de société en place (en gros de type capitaliste, étatique ou privé) ne correspondent pas tout à fait à l'organisation sociale souhaitable, les sociobiologistes, en vue d'éliminer quelques injustices trop choquantes, pensent que dans une certaine mesure des changements (réformes) doivent se faire. Aussi

LA SOCIOBIOLOGIE CONTRE L'ANARCHISME



sont-ils à la recherche de nouveaux préceptes. Cependant, ils avertissent bien qu'il n'y a guère d'illusions à se faire car le choix de ces préceptes ne peut pas se faire aussi librement que l'on aurait pu le penser : une barrière génétique existe et intervient dans la limitation de ce choix (3). Malgré toutes ces difficultés, Wilson croit qu'il est encore possible, « par un usage judicieux des méthodes et des idées de la neurobiologie, de l'ethologie et de la sociobiologie, d'établir les fondements convenables des sciences sociales et de combler ainsi la discontinuité qui sépare encore les sciences naturelles des sciences sociales et des humanités » (4) ; de là se dégagerait une nouvelle philosophie : un matérialisme scientifique. Celui-ci, « incarné par la biologie, représenterait, après un réexamen de l'esprit et des bases du comportement social une sorte d'autodiscipline pour les humanités » (4). A ce moment-là, on pourrait plus facilement contrôler et choisir une nouvelle culture qui ser-

virait de base aux réformes sociales. Mais, bien sûr, là aussi, cette nouvelle culture ne pourrait être choisie que dans un éventail limité par les lots génétiques de la nature humaine. Le choix de ce nouveau système de valeur « ne peut se faire que dans un ensemble de trajectoires assez restreint » d'après Wilson. Il précise alors son idée en affirmant que « l'on sait déjà [qui ?], pour prendre deux exemples extrêmes et opposés, que les mondes de William Graham Sumner, le sociologue ultra-darwiniste, et celui de Mikhail Bakounine, l'anarchiste, sont biologiquement impossibles » (4). En effet, pour Wilson, certains comportements tels l'élitisme, la hiérarchisation..., considérés comme immuables (5), sont des obstacles infranchissables à la mise en pratique d'un système social libertaire.

Sur cette attaque directe menée contre la théorie anarchiste, nous ne reprendrons pas les critiques déjà citées ci-dessus (6). On peut tout de même préciser que le rôle des anarchistes est de faire prendre

conscience aux individus que des comportements archaïques tels que l'autoritarisme ou la hiérarchie, sur lesquels sont fondées toutes les sociétés actuelles (à de rares exceptions), n'ont plus de raison d'être, qu'ils sont totalement dépassés et qu'ils ne correspondent plus à une réponse satisfaisante de l'organisation sociale de l'homme dans la nature. Ces comportements ont perdu toute utilité : encore faudrait-il démontrer cette utilité passée ? A mon avis (c'est une autre discussion), ces comportements de hiérarchisation sociale ont pu avoir un rôle important (comme frein à la compétition à l'intérieur des groupes) tout à fait au début de la socialisation de l'homme, dans la survie des humains en tant qu'espèce ; les conditions de vie étant difficiles, les réponses adaptatives de l'homme ne pouvaient être encore que du domaine de l'inné et non de celui du culturel. Aujourd'hui, nous ayant mené au bord de la destruction totale (unique dans l'histoire des êtres vivants), l'autoritarisme doit être abandonné et remplacé par un anti-autoritarisme clair basé sur l'entraide collective. Celui-ci, servant de nouveau fondement social, semble non seulement justifié, mais aussi véritablement indispensable. Et loin d'être biologiquement impossible, la théorie anarchiste (seule philosophie sociale anti-autoritaire) a largement sa place parmi les solutions pouvant sortir nos sociétés de l'impasse fatale dans laquelle elles se sont engagées.

Francis LAVEIX

(1) Dans *L'Heure de la sociobiologie*, d'Y. Christen. On peut lire encore ce que constate Maclay et Knipe : « Des idées sociales brillantes fleurissent à chaque révolution politique. Il se peut qu'une ou deux de ces idées nouvelles demeurent, mais, dans l'ensemble, le système hiérarchique se réaffirme à nouveau sous un autre masque et le mouvement égalitaire se désintègre. » Il faut dire que l'histoire leur a donné souvent raison !

(2) On retrouve ici l'éternel contresens : égalité = identité et inégalité = différence.

L'égalité et l'inégalité sont des concepts qualitatifs tandis que l'identité et la différence n'en sont pas. Il est bien difficile alors d'établir un rapport entre eux.

(3) Pour Wilson, il est évident que « les gènes tiennent la culture en laisse ». *L'Humaine Nature*, éd. Stock.

(4) Cité dans *L'Humaine Nature*.

(5) Certains de ces comportements, comme le racisme, doivent et peuvent être modifiés (combattus) aux yeux des sociobiologistes. Cependant, pour d'autres, tels l'autoritarisme ou la hiérarchisation, cela ne doit pas être envisagé. Pourquoi une telle discrimination ? Tout cela est bien peu scientifique !

(6) On peut redire rapidement que non seulement l'origine génétique des comportements cités est loin d'avoir été démontrée, mais que de toute façon on ne doit pas oublier l'importance de la loi du relaiement dans l'évolution de la formation comportementale de l'homme.

LA MÉDECINE AU SERVICE DU CAPITAL

SANTÉ, maladie, médecine... Cet enchaînement mérite quelques réflexions. Dans le contexte social actuel, la maladie est perçue essentiellement comme une perturbation physique ou psychique, comme un ensemble de phénomènes individuels, ponctuels. La recherche sur la santé, résultant d'une nécessité de bien-être inhérente à la vie, existe depuis des siècles ; les savoirs empiriques (guérisseurs, emplois de produits locaux...), détenus par les communautés, étaient utilisés de façon locale, régionale, en fonction des moyens de communication de l'époque. Mais déjà ces connaissances permettaient une reconnaissance sociale différente. Elles étaient la source d'un profit individuel soit relationnel (statut social) soit financier (rétribution du service), dans la mesure où elles se confrontaient à une méconnaissance exploitable. Cela explique sans doute l'influence des mages guérisseurs, des sorciers.

Parallèlement à l'installation de la société industrielle, des découvertes ont vu le jour, dont les perspectives thérapeutiques ont fait progresser la médecine qui, présentée dès lors comme une « science rationnelle », a acquis crédibilité et influence, tournant en dérision les connaissances populaires ancestrales. Le mythe florissant de la science a permis de déposséder totalement les individus de leur santé, en permettant la prise en main des théories et des techniques de soins par une élite. On peut déjà parler de monopole médical. De plus, les découvertes (chimie, physique...) trouvent rapidement des applications médicales et des débouchés commerciaux (production de médicaments, développement de groupes pharmaceutiques qui sont aujourd'hui de véritables trusts). Ainsi, le domaine médical s'intègre parfaitement aux rouages économiques du capitalisme (consommation et production).

La médecine actuelle est un des régulateurs qui permet la perpétuation de la société capitaliste : celle-ci engendre un certain nombre de nuisances (pollutions, surmenages, stress en tout genre...) auxquelles ils faut pallier. La maladie représente un manque à gagner (arrêt de travail, baisse de la production), il est donc nécessaire de la réduire au minimum et de réintégrer le plus rapidement possible les personnes dans le circuit professionnel, de préférence avec des moyens rentables. Les orientations et les techniques thérapeutiques sont donc directement influencées par l'économie capitaliste (utilisation de moyens lourds, chimiothérapie, chirurgie...). En parallèle, la législation sociale a

instauré un système de contrôle de la maladie dépendant uniquement des médecins (pas d'arrêt de travail sans certificat médical), et dans les entreprises la maladie est pénalisante (suppression des primes d'assiduité...).

- l'institution médicale joue un rôle éthique important. On a vu la caution qu'elle apporte à la morale du travail, mais elle sert aussi à définir des normes conformes aux besoins de l'ordre social actuel : critères physiques, mentaux, d'intégralité sociale... Les images qui y correspondent permettent une forme de consommation. Le besoin de bien-être (dans un contexte défini) est une source de profits indubitables ;

- le mode d'intervention à la fois ponctuel, systématique et divisé par la spécialisation ne permet pas une recherche et une mise en cause de la genèse de la maladie (d'ailleurs le praticien n'y attache souvent aucune importance). Pourtant, il s'agit de notre santé, de notre vie !

La maladie n'est pas seulement un problème individuel, c'est la manifestation visible de déséquilibres entre l'individu et le milieu environnant ; c'est donc aussi un problème politique. Les troubles dus à des facteurs exogènes (conditions et modes de vie) se multiplient et l'accroissement de certaines pathologies est un signe alarmant.

Il est temps de ne plus gérer les problèmes de santé comme des réponses ponctuelles à des cas particuliers cliniques, hors de leur contexte, mais d'envisager des médecines écologiques qui prennent en compte l'individualité de la personne, les facteurs sociaux et locaux. Aujourd'hui, le développement des médecines dites « parallèles » laisse percevoir une prise en compte globale de la personne (physique, psychique, sociale), mais elles peuvent demain jouer le même rôle que l'actuelle médecine officielle si elles sont utilisées comme le dernier produit miracle.

En tant qu'anarchistes, nous ne confions notre vie les yeux fermés ni à des politiciens, ni à des institutions, ni même à des spécialistes de la santé. Nous devons participer à la remise en cause de l'institution médicale en exigeant des informations contradictoires, en choisissant des méthodes thérapeutiques qui nous conviennent. La médecine bourgeoise au service du capital, c'est une réalité à combattre dès maintenant.

Françoise

Nouvelles de Bolivie :

INTERVIEW DE DEUX MILITANTS DE LA C.O.B.

LE 10 octobre 1982, les militaires au pouvoir en Bolivie ont cédé la place à un gouvernement civil. La chute de la ditature militaire est due en grande partie à l'action de la puissante Centrale ouvrière bolivienne.

Nous avons rencontré, lors de leur passage à Paris, deux responsables de la C.O.B. (dont le secrétaire de la Fédération des mineurs, l'autre secrétaire confédéral à l'organisation). Il n'a pas été possible naturellement de retranscrire ici l'intégralité d'un long entretien. En voici quelques extraits.

— M.L. : Quel est le taux de syndicalisation ?

— C.O.B. : Pour une population d'environ six millions d'habitants, la C.O.B. regroupe un peu plus de cinq cent mille adhérents, mais ces chiffres ne sont pas vraiment vérifiables étant donné les conditions d'exercice des activités syndicales jusqu'à maintenant. A titre d'exemple, la Fédération des mineurs compte 100% de syndiqués, soit quarante mille adhérents.

— M.L. : Comment fonctionne la C.O.B., ses structures, comment sont prises les décisions et qui les prend ?

— C.O.B. : Les syndicats fonctionnent du bas vers le haut ; dans une fédération, les syndicats et leurs syndiqués se réunissent en table ronde ; les problèmes, les revendications sont alors débattus, ensuite, les choix effectués sont soumis à la confédération qui, à son tour, en débat en plénum national.

— M.L. : Les mineurs ont-ils un programme établi par rapport à la nationalisation ?

— C.O.B. : D'abord, en ce qui concerne les nationalisations, en 1952, une partie des mines d'étain ont été nationalisées. Malgré cela, des compagnies privées ont investi dans de nouvelles mines d'étain. Par rapport à ces compagnies, le problème reste entier. Nous avons donc notre propre programme de lutte en ce qui les concerne. En 1952, nous avons cru que cette exploitation cesserait. Il n'en a rien été. Nous sommes donc très conscients de ces problèmes. Dans l'immédiat, nous pensons que nous devons nous battre pour un salaire minimum, car depuis l'arrivée au pouvoir, en 1980, des militaires, l'inflation a été de 1 200%. Il est donc nécessaire, dans un proche avenir, d'obtenir un réajustement de nos salaires, afin d'accéder au minimum vital, car nos revenus, eux, n'ont pas progressé dans la même proportion.

— M.L. : Suite au récent changement politique en Bolivie qui a vu le retrait de l'armée au profit d'un gouvernement civil, peux-tu nous dire quel a été le rôle de la C.O.B. dans ces événements ?

— C.O.B. : De par sa capacité d'organisation, la C.O.B. a su prendre des décisions, s'organiser clandestinement, faire pression sur la dictature. Maintenant que le régime militaire est renversé, la C.O.B. demande une consultation démocratique dans tout le pays. Que le pouvoir soit remis aux autorités démocratiques qui étaient au pouvoir avant le coup d'Etat.

— M.L. : Crois-tu qu'il soit nécessaire qu'il y ait une consultation électorale ?

— C.O.B. : Je ne dis pas exactement cela, mais le gouvernement au pouvoir, depuis le 10 octobre 1982, devra tenir compte de l'avis de tous les travailleurs et plus particulièrement des travailleurs de la C.O.B., car c'est la lutte des travailleurs qui a obligé les militaires à céder le pouvoir.

— M.L. : Comment expliques-tu que la C.O.B., malgré les coups d'Etat, les expulsions, les assassinats, le démantèlement de ses structures ait pu se reconstruire, se redresser et se battre comme elle le fait actuellement ?

— C.O.B. : Si la C.O.B. peut se refaire après chaque coup d'Etat, c'est parce que les travailleurs ont une entière con-

fiance en leur responsables qui ont su de tout temps sauvegarder la confiance de leurs adhérents, tant sur les problèmes intérieurs que sur ceux de l'Amérique latine.

— M.L. : Dans vos propos, vous semblez méfiants à l'égard des partis politiques. Pourquoi ?

— C.O.B. : Les partis politiques ne doivent pas monopoliser le bénéfice du renversement des militaires, ils doivent en laisser le bénéfice aux travailleurs et à leur organisation syndicale. Le nouveau gouvernement ne doit pas oublier les crimes des militaires, ainsi que des anciens dirigeants. Crimes envers le peuple, mais aussi par rapport aux militants de la C.O.B. torturés, massacrés. Il ne doit pas non plus oublier la misère économique des travailleurs boliviens. Nous, travailleurs de la C.O.B., nous saurons de toute façon le lui rappeler.

— M.L. : Pour terminer, peux-tu nous donner la position de la C.O.B. en ce qui concerne la coca, et plus particulièrement la cocaïne ?

— C.O.B. : Je crois qu'il faut bien différencier coca et cocaïne. La coca est une feuille non traitée chimiquement, est indispensable aux paysans et aux travailleurs de la mine. Cela fait partie du peuple et de ses traditions millénaires. En fait, si le paysan ou le mineur mâche la coca, c'est qu'elle permet, au mineur

notamment, d'étancher sa soif, de passer sa faim, mais surtout elle lui sert de filtre contre la poussière lorsqu'il est au fond de la mine. On ne peut pas dire pour autant qu'ils sont drogués. Maintenant, il faut bien différencier le traitement chimique de la coca qui donne la cocaïne. Cette cocaïne n'est pas le fait des travailleurs, des paysans, mais plutôt des militaires. Il est à noter que Reagan, pour soi-disant lutter contre le trafic de cocaïne, n'a rien trouvé de mieux que de mettre sur pied un vaste plan qui consisterait à stériliser à tout jamais les terres qui produisent la coca. cela entraînerait des conséquences dramatiques pour les paysans.

En conclusion, s'il est vrai que les militaires fascistes ont cédé le pouvoir, il n'en est pas moins vrai qu'ils n'ont fait que réintégrer leurs casernes, qu'ils sont toujours bien présents dans l'appareil d'Etat et qu'ils n'attendent qu'une bonne occasion pour se livrer à leur jeu favori : le coup d'Etat.

Comme on peut le constater, sur de nombreux points (relations avec les partis politiques, nationalisations, mode d'organisation...), la C.O.B. assume une partie de l'héritage anarcho-syndicaliste. Elle regroupe des militants de toutes tendances politiques, mais les adhérents des partis de gauche et d'extrême gauche sont largement minoritaires dans l'organi-

sation, ce qui permet d'envisager sereinement l'avenir de la C.O.B. en tant qu'organisation de classe indépendante du pouvoir, des partis et de l'Eglise, comme en témoigne la déclaration publiée par son secrétaire général, Juan Lechin, peu avant la chute du régime militaire.

Le comité exécutif de la Centrale ouvrière bolivienne, maintenant que le mouvement syndical récupère de sa lutte infatigable contre la dictature militaire et dans le but de renforcer les forces du travail, fait savoir ce qui suit :

1) Le principe de la représentation proportionnelle de classe par lequel le prolétariat assure son hégémonie à l'intérieur du mouvement syndical organisé, est un des facteurs de l'unité révolutionnaire pour empêcher les tentatives de division de la part des gouvernements anti-ouvriers et antipopulaires et des jaunes au service de l'ennemi de classe.

2) La structure organique pyramidale de la C.O.B. repose sur les syndicats, les fédérations et les confédérations comme organisations fondamentales de type vertical et sur les centrales ouvrières départementales et régionales de type horizontal, ces organisations servant d'appui aux organisations fondamentales. Par conséquent, la C.O.B., entre deux congrès, détermine ses positions en plénum national, avec participation prépondérante des organisations fondamentales.

3) La Centrale ouvrière bolivienne et ses organes constitutifs conserveront leur pleine indépendance de classe vis-à-vis des organes gouvernementaux ou des partis politiques. Ce principe d'indépendance ne signifie pas l'apolitisme ; au contraire, en groupant les travailleurs de tous les secteurs du pays (ouvriers, paysans, employés, artisans, étudiants, etc.), elle développe son attitude émancipatrice à travers les objectifs historiques du peuple opprimé.

4) La Centrale ouvrière bolivienne, dans le droit chemin de la lutte contre les gouvernements illégitimes qui ont violé la démocratie interne des syndicats, rappelle à cette occasion que, en application stricte des résolutions de congrès, ne pourront pas être dirigeants des organisations de travailleurs (syndicats, fédérations, confédérations, centrales ouvrières et la C.O.B. elle-même) tous ceux qui ont servi d'indicateurs, de médiateurs ou de paramilitaires, tout comme ne peuvent pas siéger dans les organismes syndicaux ceux qui exercent des fonctions de décision, de commandement, ou tout autre forme de représentation patronale.

Pour empêcher la mainmise d'un parti sur la C.O.B., les militants « indépendants » se regroupent et agissent. Parmi eux se trouvent de nombreux militants anarchistes. Les « indépendants » publient notamment un journal intitulé *Asamblea* qui se définit ainsi :

C'est il y a quatre ans, quand les deux fronts politiques majoritaires menaçaient l'unité du mouvement ouvrier, que sortit pour la première fois *Asamblea*. Nous affirmons que l'unité de la C.O.B., le pluralisme, la démocratie de base, s'exprimant à travers les assemblées, étaient indispensables dans les combats que le mouvement ouvrier bolivien devait affronter. Aujourd'hui, nous le publions à nouveau comme la voix des travailleurs indépendants et engagés sur la base des documents de référence de la C.O.B. et de la FSTMB (1).

Nous repousserons ceux qui veulent diviser le mouvement ouvrier comme ceux qui voudraient en faire un wagon de queue de l'officialisme (2).

(1) Fédération syndicale des travailleurs mineurs de Bolivie.

(2) On appelle officialistes les partisans du soutien au régime démocratique qui vient de s'installer en Bolivie.



AMÉRIQUE DU NORD

L'A.C.F. annonce sa dissolution

L E 19 septembre 1982, la Fédération anarchiste communiste (Amérique du Nord) entérinait l'acte de sa dissolution. Selon les membres présents, deux faits sont à l'origine d'une telle décision : d'une part une pénurie de militants ; d'autre part, des difficultés financières. La quasi-totalité des participants ont admis qu'une organisation fédérale ne pouvait être viable dans de telles conditions.

Bien connue par son sigle, l'ACF fut fondée quatre ans et demi auparavant, en mars 1978. L'organisation se composait de groupes issus du Canada et des Etats-Unis (Midwest). Elle fonctionnait sur un mode fédéraliste, avec des structures adéquates. Ses membres se proposaient de vastes objectifs d'éducation et d'agitation.

Durant ces dernières années, la Fédération fut paralysée par le départ de nombreux militants. Par ailleurs, celle-ci souffrait de problèmes de communication. De plus, certains de ses groupes étaient très instables.

L'ACF se voulait une réelle tentative de mise en commun de ressources militantes, nécessaires au développement d'une stratégie politique en Amérique du Nord.

L'ACF a atteint le but qu'elle s'était fixé dans la mesure où de nombreux groupes se sont créés sur le continent. Ceux-ci ont coordonné nombre de leurs projets, dont l'un des plus importants a été le prédécesseur du journal anarcho-syndicaliste *Strike*. Une commission a été établie afin de compléter le programme d'abonnement concernant les brochures et en vue de continuer de manière indépendante la distribution de ces brochures.

L'ACF a mené des analyses plus profondes sur les raisons de sa dissolution. Par ailleurs, un large éventail de critiques émanant de l'extérieur de l'ACF s'est abattu sur le mouvement. Mais toutes ces analyses critiques seraient trop longues à énumérer ici.

Nous espérons que les problèmes de l'organisation révolutionnaire seront traités avec objectivité et que les leçons de l'ACF ne seront jamais perdues ou mal interprétées.

ACF



A l'instant précis où les premiers Blancs posèrent le pied sur cette terre que l'on nomme aujourd'hui l'Amérique, les Indiens entrèrent dans un long processus de résistance et de lutte face à la volonté d'assimilation et de génocide des Européens.

Aujourd'hui, bien que parqués dans des réserves, en butte au pouvoir tutélaire du BIA (Bureau des affaires indiennes) qui gère ces réserves, la résistance indienne se perpétue et s'organise au sein de l'AIM (Mouvement des Indiens d'Amérique), afin de préserver d'une part son identité et de conserver d'autre part ses terres. L'élimination des éléments gênants est l'un des objectifs majeurs des représentants du pouvoir en place (BIA/FBI) et Léonard Peltier est un des nombreux prisonniers de guerre du peuple Lakota.

L'été 1975, à la suite d'une descente des agents du FBI dans la réserve de Pine Ridge (Sud Dakota) qui prétextaient rechercher Jimmy Eagle, un adolescent de 15 ans accusé d'avoir volé une paire de bottes, les agents du FBI ouvrirent le feu, les Lakotas firent feu en retour, l'un des leurs fut abattu, tandis que deux agents du FBI furent tués.

Le jour suivant, 175 agents du FBI arrivèrent accompagnés de troupes militaires et de membres du BIA, mettant à sac les maisons et arrêtant 346 personnes en vue d'un interrogatoire. La fête traditionnelle qui devait avoir lieu les jours suivants fut déplacée à Rosendbud.

Le matin du 5 septembre, cent agents du FBI attaquèrent de le nouveau camp. Parmi ceux qui furent arrêtés figuraient Anna Macquash, David Price, un agent du FBI, lui prédit qu'elle serait morte d'ici un an. Le 24 février 1976, un rancher trouva le corps de Anna, assassinée d'une balle dans la nuque.

Cinq mois après la mort des agents du FBI, Léonard Peltier fut extradé du Canada et mis à l'isolement, en prison, à Oakalla. Léonard fut jugé et déclaré coupable sur de fausses preuves. Il croupit maintenant au pénitencier de Marion, reconnu coupable au premier degré du meurtre de deux personnes.

Malgré les démarches menées par ses avocats auprès des autorités afin d'obtenir un nouveau procès, celles-ci font la sourde oreille. De nouveaux recours en justice son également restés en suspens. D'autres que Léonard Peltier sont impliqués dans cette

affaire : Dino Bustler et son frère Gary sont déclarés coupables au neuvième degré. Chef d'accusation : usage d'armes à feu à proximité de la ville.

En 1978, le gouvernement et les autorités pénitentiaires soudoyèrent un prisonnier indien, « Stawing Deer », afin qu'il assassine Léonard Peltier. Au lieu de mettre sa tâche à exécution, il informa Léonard du complot. Léonard, avec deux autres indiens, réussit à s'évader de prison. Ses deux compagnons furent assassinés ; l'un, Bobby Garcia, alors qu'il se rendait, l'autre, Dallas Thundershield, quelque temps plus tard en prison.

Léonard Peltier, quant à lui, resta en liberté pendant cinq jours avant d'être réintégré en prison.

De nouvelles preuves de la non-culpabilité de Léonard Peltier sont apparues. Celles-ci tendent à prouver la non-validité des témoignages apportés par les agents du FBI.

Dernièrement, Léonard Peltier a entrepris un ultime recours en justice et un comité de défense à Léonard Peltier s'est créé en vue d'obtenir la révision de son procès, malgré les échecs des tentatives précédentes.

Traduit de *Strike*

BELGIQUE

Les activités de l'Alliance libertaire

L' ALLIANCE libertaire, qui s'est fixée comme objectif de mieux faire connaître la pensée anarchiste et les réalisations libertaires par l'action culturelle, a inauguré son local (1) par une rencontre avec Serge Livrozet (ML 464). Elle vient d'achever un cycle de réunions sur l'autogestion.

Forte des bases qu'elle s'est données, l'Alliance libertaire a défini ses principaux axes d'actions pour l'année 1983 :

- un atelier vidéo pour le tournage de films de propagande et une série d'animations. La première aura lieu le 29 janvier à 15 h, par la projection du film *La deuxième Génération des immigrés*, réalisé par Avelino Carvajal et Nacer Nafti, projection qui sera suivie d'un débat ;

- une série d'expositions d'œuvres artistiques et, parallèlement, d'affiches politiques. Ainsi, en début d'année, seront exposées les photos et les sérigraphies de Michel Cleempoel. Chaque exposition sera suivie d'une rencontre avec l'artiste ;

- des rencontres sont prévues avec Maurice Joyeux, Bernard Thomas, Bucquoy, Léo Champion. Par ailleurs, Léo Champion devrait participer à un grand débat antimilitariste : *Objection libertaire ou la révolution des consciences* ;

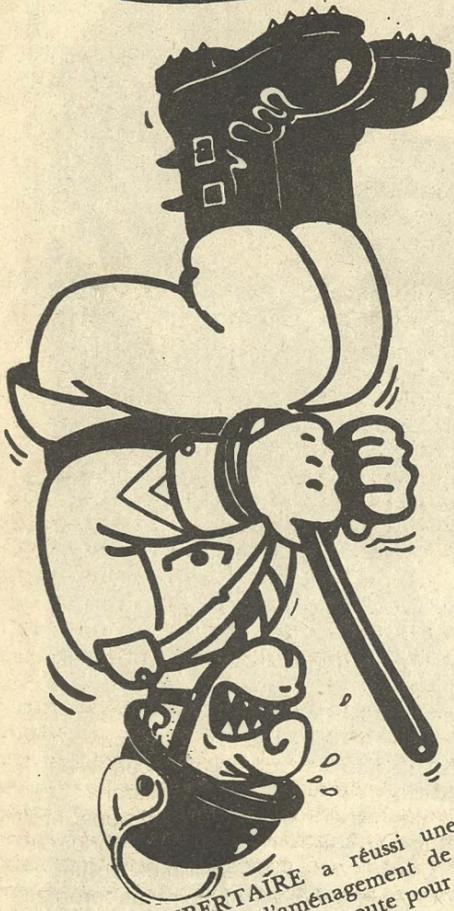
- des réunions d'études trimestrielles sont programmées :

- autogestion et informatique ;
- du radicalisme religieux à l'anarchisme ;
- pour une pédagogie libertaire ;
- la réponse anarchiste à la crise ;

- organisation en octobre d'un congrès anarchiste dans la perspective de création d'une Fédération anarchiste en Belgique.

Programme copieux qui, nous l'espérons, recevra un écho à la hauteur de la volonté de l'Alliance libertaire.

(1) 41, rue de l'Ascension, 1030 Bruxelles.



150 000 F POUR RADIO LIBERTAIRE, C'EST GAGNÉ, MAIS...

bles. Deux à zéro, la balle dans leur camp. N'étant pas à court d'idées, les matières roses continuent à empoisonner. Radio-Libertaire n'est pas un regroupement. Chacun sait que de par son fonctionnement, elle est ouverte à de nombreuses associations, cela ne suffit pas. Nous faisons un dépôt légal de regroupement de cinq radios, officialisation en fait de ce qui était déjà. Trois à zéro, la balle persiste à rester dans le camp des socialistes. Ils envoient alors, par l'intermédiaire des Architectes de France, le ministère de l'Urbanisme et du Logement. Nous abîmons le paysage et seulement nous ! Nous tenons bon. Et depuis... plus rien, quatre à zéro.

Alors que nous menons quatre à zéro, le gouvernement consent à déclarer que Radio-Libertaire aura une dérogation en fonction de la place sur la bande FM. Cinq à zéro ?... Non, pas encore. Mais l'essai sera transformé par l'envoi d'un dossier technique irréfutable, expliquant comment gérer la bande FM sans interdire Radio-Libertaire et nombre d'autres. Le silence. Cinq à zéro.

Mais nous ne sommes pas dans une compétition sportive et l'Etat, étant juge et partie, peut nous interdire sans nous donner une seule raison valable, sachant que la liberté d'expression n'existe pas et qu'il n'est pas de la volonté des socialistes de lui donner un semblant de vie.

Le gouvernement n'interdira pas Radio-Libertaire, mais par différents biais, SACEM, TDF, puissante radio sur 89,5 MHz, il peut y parvenir ; et faisons-lui confiance, ses fonctionnaires ne sont pas dans l'impasse lorsqu'il s'agit de réprimer.

Interdire Radio-Libertaire, ce n'est pas si facile. Parce que vous êtes là. Parce que plus de cent mille auditeurs par jour ne s'interdisent pas comme cela. On n'interdit pas à toute une population de choisir sa station, de penser autrement que le pouvoir, sauf... dans les pays tels la Pologne, mais peut-être n'en sommes-nous pas si loin ?

Cette échéance électorale, pourquoi est-elle si importante ? Les socialistes ont réfléchi et l'alternative pour

eux est : doit-on laisser s'exprimer Radio-Libertaire et perdre éventuellement chaque jour des électeurs ou doit-on interdire Radio-Libertaire et ne perdre que le potentiel d'électeurs l'écoutant à ce jour ?

La bande du ministère de la Communication a répondu à cette question lors d'un entretien avec les responsables de Radio-Libertaire. Interdire Radio-Libertaire pour que l'électorat de gauche, belle opinion des convictions de celui-ci, ne se pose pas de questions quant à la gestion socialiste d'une société qui voit reculer tous les acquis des travailleurs, qui voit l'armée entrer à l'école, qui voit que l'école libre est bien loin de s'éteindre, qui voit que la liberté d'expression est bien loin d'être respectée, qui voit que toutes les promesses de l'avant 10 mai se sont vite envolées pour faire place au prétendu intérêt national et au « retroussons nos manches ».

Nous, nous allons les retrousser, mais pour mettre l'accent sur l'incapacité d'un gouvernement à gérer les intérêts de tous, les agissements de la bande du ministère de la Communication démontrant qu'ils leuront ceux qui auraient encore pu lui faire confiance. Cela nous confirme dans notre slogan lapidaire « Droite ou gauche, les magouilles persistent ».

A quand la prise en main de nos affaires ? Tout de suite ! En luttant avec Radio-Libertaire pour qu'elle ne meure pas. La Voix sans Maître ne cessera pas d'émettre ! Ce slogan tant crié depuis six mois doit devenir réalité. Restez attentifs à tous nos appels.

D'ailleurs, nous vous signalons que l'année 1983 sera sans doute celle de la Communication, qu'on se le dise. Alors, écrivez à Michèle Cotta ou au Premier Ministre pour souhaiter une bonne année 1983 à Radio-Libertaire qui ne se taira pas, puisque tel est votre désir ! Nelly

personnages antagonistes : le poète et le militant.

La poésie doit-elle être asservie aux intérêts de l'organisation, ou l'action militante doit-elle n'être qu'une conséquence, un aspect de la création poétique ? Dans ce dernier cas, qu'advient-il des autres militants ? Le problème d'Aragon est que son engagement ne fut pas relatif à un mouvement social, à une réalité mouvante dont nous participons tous, individuellement, mais par rapport uniquement à une organisation, une institution. Et donc son agir, tant intellectuel qu'autre, était dicté par les intérêts et la dynamique propres à cette institution prise dans son environnement. C'est l'antithèse de la pensée libre...

Qu'Aragon ait donc écrit des vers à la gloire du Guépéou ne fait pas de lui une crapule : c'est la conséquence logique de son engagement, et il n'est en cela pas plus abject qu'un autre militant du même courant dit bolchévique. Mais ce faisant, il s'exposait à être traité en tant que tel, c'est-à-dire en ennemi de la classe ouvrière et de tous ceux qui œuvrent pour une société sans classe et sans Etat.

C'est par rapport à cette réalité, réalité pour laquelle il a lutté toute sa vie, que l'on peut juger l'œuvre d'Aragon : l'individu Aragon n'a jamais existé ; il n'était qu'un zombie, un représentant, un porte-parole du bolchévisme. C'est ainsi qu'il s'est voulu. Et c'est ainsi qu'il doit être compris et... traité !

Sergueï Gabrilovitch

ARAGON EST MORT VIVE LE GUEPEOU

QUAND meurt quelqu'un de connu, il est d'usage d'y aller de sa plume et d'écraser quelques larmes littéraires, contribuant ainsi à perpétuer le culte de la personnalité et la société au pouvoir qui le sous-tend.

Aragon meurt, Aragon est mort. Il serait facile, en quelques mots lapidaires, d'expli-

quer qu'il était le plus beau spécimen de fripouille qui ait existé, mais « c'est pas tout noir, c'est pas tout blanc ». Le « cas Aragon » n'est qu'une preuve parmi d'autres qu'il n'existe ni « bons » ni « mauvais ».

Son œuvre littéraire n'est pas de celles que l'on peut rayer d'un coup de plume, sous prétexte que l'on n'était pas d'accord avec ses options politiques. Que cette œuvre soit comprise sur le plan romanesque ou sur le plan poétique. Dans ce dernier cas, certains de ses textes peuvent même être considérés comme faisant partie des plus beaux de la littérature française (*Est-ce ainsi que les hommes vivent ?*, *Il n'y a pas d'amour heureux...*). Est-ce vrai-

RADIO-LIBERTAIRE a réussi une nouvelle étape, celle de l'aménagement de son local, un meilleur confort d'écoute pour vous, auditeurs fidèles de Radio-Libertaire.

Cartes d'auditeurs	20 505 F
Souscriptions	7 710 F
Bons de soutien	9 100 F
Affiches	807 F
Badges	1 404 F
T-shirts, transferts	1 419 F
Total	40 945 F
Total précédent	111 351 F
Total général	152 296 F

Ces 150 000 F réunis prouvent que vous n'êtes en aucune façon décidés à laisser passivement s'éteindre la Voix sans Maître. Et pourtant, si nous ne nous serrons pas les coudes, le gouvernement socialiste-communiste risque de bâillonner à jamais Radio-Libertaire. Ces mots de bâillonner à jamais entendez depuis plus d'un an, mais il arrive que les choses se précipitent et que l'échéance des élections municipales soit fatidique à notre station.

Pourquoi ? Une fois n'est pas coutume, mettons-nous à la place des gouvernants et essayons de penser comme eux. Interdire Radio-Libertaire, c'est une idée qui ronger les matières roses de la social-démocratie depuis septembre 1981. Mais voilà, comment ? La brouiller, et ce vous êtes des centaines à bloquer les standards, et ce n'est pas plaisant. Et puis le brouillage prouve une volonté délibérée de faire fi de la liberté d'expression. Pour des socialistes, vous avouerez que c'est un comble. Un à zéro, la balle est dans leur camp. Alors on commence à éviter de prendre en compte Radio-Libertaire, en colportant que Radio-Libertaire n'a pas fait de demande de dérogation. Des militants de la Fédération anarchiste forcent alors les portes du ministère. Réponse : mais bien sûr, on a votre dossier, il est complet et vos comptes d'exploitations irréprochables.

NOTES DE LECTURE

« Les écrivains contre la Commune » de Paul Lidsky

L'ANNÉE dernière, Le Monde libertaire vous avait parlé du spectacle Les Ecrivains contre la Commune monté par le théâtre de l'Epée de bois à la Cartoucherie de Vincennes. Cette œuvre s'inspirait du livre — portant le même titre — de Paul Lidsky.

Ce livre (1), aujourd'hui réédité, est une analyse des écrits anti-communards des littérateurs célèbres du siècle dernier. Les propos tenus après la semaine sanglante par un homme, jugé habituellement comme un progressiste si ce n'est un socialisant, Emile Zola, méritent d'être cités en exemple : « Le bain de sang qu'il [le peuple de Paris] vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres ; vous le verrez maintenant grandir en sagesse et en splendeur. »

Un des mérites de ce livre est de montrer le choix de classe pris par ces grands de la littérature. Leurs plus belles œuvres ne pourront faire oublier leur attitude sociale, ainsi Baudelaire s'écriant : « Crosse, crosse un peu plus fort, crosse encore, municipal de mon cœur [...], crosse religieusement les omoplates de l'anarchiste. »

A noter un oubli, parmi les écrits anti-communards, une certaine lettre d'un docteur Marx à un industriel, un certain Engels, lettre dans laquelle les ouvriers français se trouvaient fustigés.

Dans cette étude fouillée, certains jugements de l'auteur semblent pour le moins gratuits. Une œuvre de politique-fiction, La Commune en l'an 2073 d'un réactionnaire — René de Maricort — se trouve qualifiée de « projection des classes dirigeantes devant la montée des périls que représentent les forces populaires ». L'œuvre de Maricort, à la lumière des citations, semble être une évocation d'un communisme autoritaire (égalitarisme forcé, enfant appartenant à l'Etat, individu déshumanisé...), un modèle de société très voisin des utopies développées précédemment par certains théoriciens socialistes. Ces femmes contraintes de s'enlaidir, de revêtir un uniforme, rappelle étrangement la société maoïste.

De même, laisse songeur l'emploi des mots « petit bonheur égoïste et médiocre » pour désigner le désir d'un ancien communard : le rêve d'une petite maison, d'un petit jardin, d'une brave femme et beaucoup d'enfants. Il s'agit là sans doute d'un reste d'idée soixante-huitarde : décider ce qui est médiocre et égoïste dans les besoins exprimés par les travailleurs est malsain. Un pas vers le totalitarisme rouge ou brun.

Que l'auteur me pardonne, il s'agit peut-être d'une interprétation abusive, mais il n'a qu'à s'en prendre à lui-même. L'un des mérites de ce livre n'est-il pas de fournir des armes pour une étude critique de la littérature ?

Jean-Marc (groupe Fresnes-Antony)

(1) Edition Maspéro, en vente à la librairie du Monde libertaire, 50 F.

SÉLECTION RADIO-T.V.



RADIO

— France-Culture : le 30 déc. à 20 h : *Du voleur à la France*. La vie d'Emile de Girardin.

Le 31 déc. à 20 h : portrait de l'année 82. Le bilan de 365 jours.



TÉLÉVISION

— TF1 : le 30 déc. à 17 h : *Ni vu ni connu* (1958) ou l'affaire Blaureau. La complicité entre Yves Robert et l'acteur Louis de Funès donne un divertissement d'excellente qualité. A recommander : *La Partie de pêche*.

Le 31 déc. à 21 h 30 : Au théâtre ce soir : *Jean de la lune*. Une comédie de Marcel Achard, représentée pour la première fois en 1929 à la Comédie des Champs-Élysées.

Le 1^{er} janv. à 16 h 15 : la montagne nue. L'ascension du pilier sud-est du Nanga Parbat (quatre mille mètres de dénivellé).

Le 1^{er} janv. à 21 h 35 : *Les uns pour les autres*. Soirée exceptionnelle pour la défense des droits de l'homme. Avec : Joan Baez, Anna Prucnal, le Cuarteto Cedron, Wolf Biermann, etc.

Le 3 janv. à 17 h 35 : Henri Gougaud raconte l'histoire de Kabris, le roi matelot.

Le 3 janv. à 22 h 05 : une heure en compagnie de Ella Fitzgerald. Un gala filmé en direct.

Le 4 janv. à 20 h 35 : *Le mal court*. La liberté du langage et de l'esprit chez J. Audiberti.

— A2 : le 30 déc. à 20 h 35 : *La tulipe noire* (1964). Un western français ficelé par Christian Jacques, avec des dialogues d'Henri Jeanson.

Le 31 déc. à 21 h 45 : *Le mystère du gala maudit*. L'aventure du Grand Orchestre du Splendid.

Le 5 janv. à 17 h 45 : *Les manchois des Malouines*. Plus je fréquente les bêtes, moins j'aime les militaires...

— FR3 : le 31 déc. à 20 h 35 : la dernière séance pour le dernier jour de l'année. Au programme : *Vera Cruz* (1953) de Robert Aldrich, et *Haute Société* (1956) de Charles Walters. Le second film a un peu vieilli, mais à défaut de nostalgie un peu d'attendrissement s'accorde bien avec la grisaille de fin d'année.

Le 2 janv. à 20 h 35 : *Il était une fois Hollywood* (1974). Le cinquantenaire de la MGM, avec des dizaines de stars.

Le 5 janv. à 20 h 30 : *Pas perdus*. Une production de FR3 Lille. Une réflexion sur le chômage à partir d'un fait divers réel, avec Claude Melki, remarquable dans le rôle d'Ahmed.



La mort de François Dufrêne

FRANÇOIS Dufrêne est mort. Poète de la voix et du verbe en marche, c'était un enfant des années 50. Vous vous souvenez des grosses américaines noires aux carrosseries rondes et luisantes où s'accrochaient d'interminables ailerons. Les débuts de Jean-Philippe Smet. Les premières télévisions aux cadres surchargés de plastique crème et doré. C'était moderne et dans cette grande roue de foire du capitalisme joufflu et hilare, chacun croyait au progrès, à l'histoire, voire au progrès de la langue, mais la langue ne fait qu'évoluer, vous le savez bien. C'est dans cette atmosphère de disposition à tout que François Dufrêne écrivait ses premiers poèmes, usant tour à tour de l'onomatopée, du souffle, des mots de toutes les langues tracés dans tous les sens dans un sarcastique patchwork joycien, Barthes, sans doute, alors, concoctait son *Degré zéro de l'écriture*.

Après l'introduction dans les années 20 du quotidien dans le poème, après Max Jacob et Cendrars, il n'était plus possible aux yeux de certains de s'exprimer uniquement avec un crayon et du papier. Utilisant avec frénésie tous les moyens audio-visuels : le micro, le retour de son, la bande magnétique torturée, les projections de diapositives sur des surfaces bosselées, Dufrêne fut le premier à sortir du livre en plaçant la poésie à la hauteur de son temps. Il le fit avec force, avec une grande joie et avec fantaisie. A propos de ce mot « fantaisie », Cocteau dit : « Si vous consultez le Larousse, vous y verrez que Rimbaud est un poète fantaisiste. Un poète est nécessairement un fantaisiste, à moins que le lyrisme le plus suspect ou la fausse gravité ne lui vaille un respect correspondant à sa platitude. »

En ce sens, François Dufrêne fut un poète parfaitement fantaisiste. *Tombeau de Pierre Larousse* et la *Cantate des mots camés* marquent les deux points culminants de son travail (de son plaisir). Il fréquente un moment les lettristes ; ce n'est pas ce qu'il fait de mieux. Plus tard, il s'attache avec Yves Klein, César et Pierre Restany, au groupe des Nouveaux Réalistes dont il est le seul poète.

Placé au cœur de l'avant-garde poétique et plastique des années 70-80, il participe régulièrement à des expositions et à des festivals de performance, tant en France qu'à l'étranger. Egoцентриque, intransigeant. François Dufrêne était tout à la fois l'étoile et le berger qui la regarde. Gourmand de jeux de mots, il disait : « Je ne ferai de concession qu'à perpétuité. »

Ses manifestations nous roulaient dans un formidable kaleidoscope de sons et de mots à l'intérieur d'une grande conque verbale où la langue, dévalant sa courbe, allait des premiers grognements des cavernes aux cris inquiétants du futur (il existe des disques).

Un mercredi de décembre, au cimetière Montparnasse, à trente mètres de la tombe de Baudelaire dont le masque farouche sort à moitié de la pierre, ils étaient environ trois cents venus au ras des larmes jeter une dernière fleur dans une fosse trop profonde, bordée de mottes de terre grasse et glissante. C'est plus de monde sans doute que n'en eurent Jean-Pierre Dupré ou Olivier Laronde.

En sortant par petits groupes, certains remontaient frileusement leur écharpe et levaient alors les yeux pour regarder le plafond de Paris, un pâle ciel fixe encadré de pierres.

Jean-François Bory

Un artiste polonais censuré

« **L'**artiste qui tente de mettre son œuvre au service d'une idée quelle qu'elle soit en dehors du domaine artistique, et même si cette idée est tout à fait noble et élevée, succombe à l'illusion qu'il enrichit par cela les résultats de son travail. Il est pourtant contraint de renoncer à l'art. Seuls les moyens dont dispose l'art peuvent être transportés au-delà de la sphère d'activité artistique. L'art n'est pas un langage à l'aide duquel on peut exprimer autre chose que l'art lui-même. »

Tout homme peut être un patriote, un militant social ou politique, de même que l'artiste. Ce dernier n'a pas le droit de renoncer à l'art et de prétendre qu'il s'y consacre quand, avec son pinceau, son burin ou son crayon, il écrit uniquement des slogans qui sont l'expression de ses convictions en dehors du domaine artistique. Nous avons été plusieurs fois témoins de telles initiatives dictées par une situation donnée, ou bien spontanée, résultant de convictions erronées ou d'une étroitesse d'esprit. Elles ont fait dévier l'art et créé une situation éthique ambiguë.

La participation à cette exposition est l'expression d'une attitude humaine. Les travaux qui y sont présentés sont le témoignage d'une attitude artistique. »

Paris, le 13 déc. 1982

Zbigniew Dlubak

Ce très beau texte d'un artiste polonais a malheureusement été censuré, ici même, en France. En effet, Zbigniew Dlubak, invité à présenter ses œuvres à l'exposition « La Banque de l'image pour la Pologne », avait cru bon d'y ajouter ce texte. Celui-ci a été enlevé par les organisateurs.

Par-delà la liberté de parole qui nous apparaît, à nous anarchistes, comme une nécessité, je tiens à donner mon adhésion à ce qu'il exprime. Je le dis d'autant plus volontiers que j'ai commis l'erreur qu'il dénonce en donnant à cette « Banque d'image pour la Pologne » des œuvres qui tenaient plus du slogan publicitaire politique que de l'œuvre d'art. Je ne peux donc que remercier Zbigniew Dlubak de la leçon qu'il me donne et qu'il nous donne. Je signale qu'il a été l'invité de Radio-Libertaire le 23 décembre.

Servin (Plasticien)

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Jeudi 30 décembre : « La vie d'artiste » (16-18 h) : la compagnie Histoire et Théâtre de Danielle Netter.
- Dimanche 2 janvier : « Jazz en liberté » (17-20 h) : Trio free music : Axoltotl.
- Lundi 3 janvier : « le magazine pour rire » (14-18) : Claude Serra chante Gaston Couté.

1983 ! Une année difficile, nous dit l'O.C.D.E. ! Elle a raison !

LES années sont les années ! Bonnes, mauvaises, il nous faut les assumer. Celle qui est devant nous est neuve, c'est-à-dire que dans une certaine mesure nous pourrions participer à son élaboration ; encore faut-il en discerner les contours ! Les hommes politiques s'y essaieront, ils se tromperont, comme d'habitude, prenant leurs désirs pour la réalité, et nous risquons de nous tromper également si nous essayons de lire dans le marc de café sans prendre quelques précautions indispensables. Pourtant, un certain nombre d'éléments, qui se sont mis en place au cours des années écoulées, sont irréversibles et auront des prolongements que l'on peut légitimement prendre en compte.

Le premier de ces éléments est la crise. Mais peut-on encore parler de crise ? Une crise est un élément nouveau, insolite, passager, qui peut et doit être rapidement surmonté pour revenir à une situation normale. Surmontée, la crise n'est plus qu'un souvenir, un moment de l'histoire, une parenthèse, une virgule dans la suite des temps.

Or, qui peut encore aujourd'hui parler de crise lorsque nous avons dépassé le stade de l'insolite pour celui d'une désagrégation lente, mais continue, de l'économie en place dans les pays industrialisés ?

De toute façon, l'année qui s'ouvre devant nous sera une année difficile. Les économistes distingués qui, depuis dix ans, nous annoncent la fin de nos misères, nous le disent et cette fois on peut le croire ! La majorité de gauche donne dans l'optimisme juste ce qu'il faut pour ne pas perdre les élections municipales, et c'est un projet difficile. La minorité, elle, se voile la face comme si les catastrophes qu'elle annonce, elle ne les avait pas préparées pendant les années passées aux affaires. Même si, à chaque instant, les augures soulignent un aspect positif de la situation, nous savons bien qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'un cheminement vers une détérioration en dents de scie. Oui, l'année 1983 sera une année difficile, car rien ne peut laisser espérer une reprise des affaires nécessaire au système ou même un simple arrêt de la désagrégation du tissu économique du monde capitaliste libéral. Et aujourd'hui, nous ne sommes plus les seuls à faire cette analyse de la véritable situation de l'économie mondiale. Les « grandes machines économiques mondiales », après s'être livrées au cours des dernières années à des prévisions béates, où l'innocence le disputait à la bêtise, sont obligées de constater qu'il n'y a pas de solution à ce qu'elles continuent d'appeler la crise et que la situation ne peut que s'aggraver. Elles ont raison, mais pour qu'elles nous le disent, il faut que la situation soit plus

grave que ne le supposait le commun des mortels !

Les problèmes qui assaillent l'Europe occidentale sont multiples. Il s'agit de l'emploi, de la croissance, des prix, de la balance des paiements etc. La stabilité, l'équilibre de tous ces éléments sont indispensables à la santé de l'économie du profit et de la hiérarchie. Or, cet équilibre est aujourd'hui rompu et, comme les mailles d'un tricot lorsqu'on le tire par un bout, tout vient !

L'emploi est le cauchemar de toutes les économies libérales, et les solutions essayées pour freiner le chômage ont échoué. Même l'Allemagne, qui avait réussi à se tenir en-dessous du taux moyen des demandeurs d'emploi, ce qu'elle devait à ses structures économiques, à

C'est une question que j'ai déjà posée ! La vérité toute crue, la voilà. Pour sauver son système, le capitalisme doit réduire la journée de travail en abaissant en même temps le revenu des travailleurs. Ceux-ci refusent et ils ont raison ! Mais, pour le système capitaliste s'entend, réduire la journée de travail en maintenant le pouvoir d'achat, c'est rendre les objets fabriqués invendables sur les marchés internationaux. En vérité, la croissance en 1983 avoisinera zéro, ce qui conduira soit à une baisse massive du pouvoir d'achat de la population, soit à une distribution différente du revenu national et à une politique de la fabrication axée sur les besoins immédiats, ce qui, naturellement, nécessite une planification de la production et de la

balance commerciale extérieure dépend des solutions avancées pour rétablir un fonctionnement normal des éléments dont je parlais plus haut. Mais disons que là encore l'horizon est bouché et que l'année qui vient, à part les discours de l'inévitable Michel Jobert et les grandes manœuvres à Poitiers ou autre part, ne fera que confirmer notre déficit commercial. La raison en est simple : les nations économiquement fortes restent sur un potentiel économique acquis avant la crise et la dégradation des échanges ne permet à personne d'améliorer sa situation, car toutes tendent à la parité, ce qui est naturellement impossible et fausse le marché. Il reste bien le commerce avec le Tiers-Monde, mais celui-ci désagrège encore un peu plus

main. Dire que ce sont ces crétiens qui considèrent l'anarchie comme le désordre ! En réalité, le système économique est un tout qui englobe aussi bien les pays riches (pour combien de temps ?) que les pays pauvres, car le système du profit, comme celui des hiérarchies, les soude étroitement les uns aux autres.

L'année 1983 n'apportera aucun changement aux rapports politiques ou économiques entre les nations surindustrialisées. Simplement, les écarts s'aggraveront entre les pays pauvres et les pays riches et ceux-ci vont devoir recourir aux planifications déchirantes. Bien sûr, l'opposition réactionnaire est contre, mais lorsqu'elle sera revenue au pouvoir après quelques gestes spectaculaires, elle reviendra à la politique de la main de fer dans le gant de velours. Parce qu'il n'y a pas une politique Barre ou une politique Mauroy : il y a une seule politique, celle qui consiste à essayer de sauver le système capitaliste tout en demandant le moins de sacrifices possibles aux coteries auxquelles on appartient. Je disais plus haut que nous avons dépassé la période de crise et que nous étions rentrés dans une période de dégradation continue. Il est vrai que les réactions des populations sont différentes selon la génération. Ainsi, les jeunes générations qui, aujourd'hui, cherchent du travail, n'auront connu que la crise et ses prémisses. Mais il y a les autres, ceux de l'Age d'Or des reconstructions qui suivent toujours les après-guerres. Pour ceux-là on les sent désespérés, cherchant un emploi, guettant les élections politiques dans l'espoir de voir ses candidats triompher. L'espoir de revoir la vie des années soixante ? Essayez vos paupières, c'est terminé !

L'année 1983 verra le mouvement ouvrier coytumier, indispensable, mais sans aucune efficacité, s'agiter. Emberlificoté dans ses indices, ses rattrapages, ses points de retraites, les yeux braqués sur ses problèmes qui ne sont pas sans importance mais qui dépendent de la conjoncture internationale, des structures du régime, du caractère de la production, il est bien incapable de reprendre la situation en main. 1983 sera une année sans joie. Sera-t-elle une année sans nulle autre lutte que le bricolage syndical traditionnel ? Personne ne peut le dire, mais personne non plus ne pouvait imaginer à la fin du mois de décembre 1967 ce que serait le printemps 1968.

Les mouvements de foules sont imprévisibles, c'est la raison pour laquelle une organisation révolutionnaire comme la nôtre doit toujours être prête pour les appuyer lorsqu'ils se déclenchent contre la logique des idéologues professionnels.

Maurice JOYEUX



la solidité de sa monnaie, à la qualité de sa fabrication et surtout au désarmement qui lui fut imposé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne donc marche allègrement vers ses deux millions et demi de chômeurs, rattrapant ainsi le peloton de tête. Phénomène général, nous aurons nous-mêmes cent cinquante mille chômeurs de plus l'année prochaine, et l'OCDE prévoit pour l'Europe occidentale deux millions supplémentaires. Seuls les naïfs peuvent croire que le système trouvera un remède à cette hémorragie qui est en train de tuer le patient.

La croissance est aujourd'hui la tarte à la crème de tous ces petits économistes sortis des grandes écoles et qui envahissent les médias. On les voit se pencher sur les statistiques pour nous annoncer un ou deux pour cent de croissance pour l'année 1983. La belle affaire ! Produire pour qui ? Produire à quel prix ?

distribution, ce que les libéraux du type Barre repousse avec horreur, mais que Mauroy pratique par la bande en essayant de ne pas trop alerter le chaland.

Les prix ont été bloqués pendant quatre mois grâce à une politique de planification qui a fait hurler toutes les couches de la population. Pourtant, dans ce pays, et toujours dans le cadre du système, c'est la seule politique possible. Cela tient au caractère de la classe moyenne du pays, incapable de toute discipline, même lorsque c'est l'intérêt de sa classe qui est en jeu et on l'a bien vu lorsque Barre a tenté l'expérience du prix de la baguette de pain.

L'année prochaine, Mauroy ou un autre sera obligé de revenir au blocage des prix où ceux-ci recommenceront à galoper sous l'œil attendri de votre boucher ou de votre crémière.

Naturellement, l'état de notre

les rapports monétaires. Un exemple ? Prenons la France et l'Algérie. Nous achetons à l'Algérie du pétrole, trente pour cent au-dessus du cours moyen. Pour des raisons politiques, mais aussi parce que l'Algérie nous a commandé un certain nombre d'usine clés en main. Vous pensez bien que nos entrepreneurs ne vont pas se gêner pour se sucrer ! Le marché est faussé par le mécanisme du système capitaliste. Imaginons un instant que le profit ne rentre pas en ligne de compte et que nous achetions le pétrole au cours moyen et que le métro d'Alger soit à un prix « raisonnable », alors ce serait tous les mécanismes du système économique qui seraient faussés, car ces prix raisonnables ne suffiraient pas à la France et à l'Algérie pour s'acheter des matières premières nécessaires à leurs industries. Et l'Algérie extorque de l'argent à la France que la France lui reprend d'une autre

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.